

**INSTITUT DE FORMATION
POUR L'AFRIQUE**



**RAPPORT
ANNUEL
2022**



L'IFA est financé conjointement par :

Contributeurs – PHASE I



Maurice



Chine



Australie



Seychelles



Angola



Togo

Contributeurs – PHASE II



Ghana



Madagascar



Malawi



Nigéria



Afrique du Sud



Zambie



Zimbabwe

L'IFA apporte son concours aux pays suivants :

Angola	Lesotho
Bénin	Libéria
Botswana	Madagascar
Burkina Faso	Malawi
Burundi	Mali
Cameroun	Maurice
Cabo Verde	Mozambique
République centrafricaine	Namibie
Tchad	Niger
Comores	Nigéria
République démocratique du Congo	Rwanda
République du Congo	Sao Tomé-et-Principe
Côte d'Ivoire	Sénégal
Guinée équatoriale	Seychelles
Érythrée	Sierra Leone
Éthiopie	Afrique du Sud
Gabon	Soudan du Sud
Gambie	Eswatini
Ghana	Tanzanie
Guinée	Togo
Guinée-Bissau	Ouganda
Kenya	Zambie
	Zimbabwe

**INSTITUT DE FORMATION
POUR L'AFRIQUE (IFA)**



**RAPPORT
ANNUEL
2022**



MESSAGE DU DIRECTEUR



Sukhwinder Singh
Directeur

L'IFA a atteint tous les objectifs fixés lors de la réunion du comité d'orientation de 2021. Lors du dernier exercice budgétaire (mai 2021-avril 2022), le centre a continué à étoffer sa palette de formations et à tirer parti des modalités de prestation des cours à distance. En outre, il a renforcé ses activités sur les thématiques prioritaires à l'échelle mondiale, telles que les questions de gouvernance et de corruption, les changements climatiques, les aspects macroéconomiques des disparités entre les femmes et les hommes, et a apporté un soutien accru aux pays fragiles ou touchés par un conflit. Tout en continuant à se consacrer aux priorités et aux besoins régionaux, à garantir une représentation maximale des pays fragiles, à promouvoir la diversité parmi les participants et à augmenter ses activités de sensibilisation auprès des partenaires au développement, il a contribué à la surveillance économique et à la mise en œuvre des programmes dans les pays membres, notamment en réorientant le programme de formation vers les principales thématiques de politique publique évoquées dans les échanges entre les pays membres et le FMI et en mettant l'accent sur la sensibilisation aux principaux messages figurant dans les Perspectives de l'économie mondiale du FMI et les Perspectives économiques régionales du département Afrique. Le centre a été en mesure

de mettre en œuvre son ambitieux programme de travail pour l'exercice 2022, mais maintenir cette dynamique supposera des actions concertées en vue de mobiliser plus de soutiens financiers, notamment des contributions des pays membres lorsque c'est possible.

L'IFA a sensiblement augmenté le volume de ses activités, comme l'a souhaité le comité d'orientation. Il a dispensé un montant record de cours, dont le nombre de participants n'a jamais été aussi élevé. Ces cours ont été complétés par de très nombreuses activités d'apprentissage par les pairs, notamment des conférences, des séminaires en ligne, des séminaires de recherche et des activités de sensibilisation, qui ont permis à des fonctionnaires de la région d'échanger avec des universitaires réputés, des décideurs de haut niveau et des responsables du FMI. Les excellents résultats des évaluations et le nombre record de candidatures attestent de la grande qualité et pertinence des cours, les choix des formations et des activités d'apprentissage par les pairs étant déterminés par les priorités de politique publique des pays membres, établies à l'occasion des échanges menés avec le FMI dans le cadre de la surveillance ou de la mise en œuvre des programmes. Ces bons résultats ont été favorisés par les efforts accomplis pour tirer parti des possibilités offertes par l'enseignement à distance. Avec l'aide du siège du FMI, les enseignants du centre ont mis en œuvre des stratégies d'apprentissage à distance adaptées, notamment des techniques d'enseignement plus dynamiques, des supports de cours simplifiés, mieux adaptés à la plus grande brièveté des cours en ligne, et assigné des travaux préparatoires aux cours, afin de mobiliser davantage les participants et de maximiser leurs acquis de connaissance. Ces évolutions ont également permis à l'IFA de répondre à la demande non satisfaite de formation en Afrique subsaharienne, ce qui a notamment concouru à l'augmentation du nombre de femmes au sein des participants. En outre, un plus grand nombre de participants originaires de pays fragiles et de pays non anglophones ont bénéficié des services du

centre, bien que la participation relative de ces deux groupes soit restée globalement la même qu'au cours de l'exercice 2021. Par ailleurs, le centre a continué d'étendre son offre de formation aux nouveaux domaines prioritaires, avec de nouveaux cours sur i) les aspects macroéconomiques des pandémies, ii) les changements climatiques et iii) les aspects macroéconomiques des disparités entre les femmes et les hommes, ainsi qu'avec des ateliers sur les monnaies numériques, en collaboration avec les centres régionaux d'assistance technique en Afrique (AFRITAC). Il a présenté des cours sur la gouvernance et la corruption pour la deuxième année consécutive. Parallèlement à cette amplification de l'activité, les partenariats de formation se sont approfondis et élargis, à la fois au sein et en dehors du FMI.

Lors de l'exercice 2023, le centre continuera de prendre des initiatives et d'innover pour répondre à la demande de formation de ses membres, en se conformant aux directives du comité d'orientation et du siège du FMI. Il conviendra de faire davantage pour combler l'écart de financement subsistant au titre de la phase II. Nous prévoyons une reprise partielle de la prestation des formations sur site, mais nous continuerons de dispenser un nombre élevé de cours en ligne, compte tenu de

l'efficacité de ce mode d'enseignement. Le programme de travail est axé sur le renforcement de la résilience, et sa mise en œuvre sera favorisée par le recrutement d'un nouvel enseignant, qui se consacrera au développement des capacités concernant les changements climatiques et les aspects macroéconomiques des pandémies. Le centre prévoit également de renforcer ses activités d'assistance technique, en particulier en matière de cadrage macroéconomique. Au début de l'exercice 2023, le centre a organisé avec la Commission de l'Union africaine, une conférence de haut niveau sur la gouvernance et la corruption à Gaborone, au Botswana. D'autres activités portant sur de nouvelles thématiques prioritaires, telles que les changements climatiques, la transformation numérique et les inégalités liées au genre sont également prévues lors de cet exercice. Malgré les contributions généreuses des partenaires au développement et de certains pays membres, il subsiste un écart de financement au titre de la phase II. Il est essentiel de diversifier la base de financement, notamment à la faveur de contributions d'un plus grand nombre de pays membres, pour accroître les services de l'IFA en vue de répondre à la demande non satisfaite élevée et croissante.

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AFC	AFRITAC Centre	CCEF	Conseillers du Commerce extérieur de la France
AFE	AFRITAC Est	CEF	Centre d'études économiques et financières FMI-Moyen-Orient
AFR	Département Afrique du FMI	CICDC	Centre de développement des capacités Chine-FMI
AFRITAC	Centre régional d'assistance technique en Afrique	CO	Comité d'orientation
AFRW	AFRITAC Ouest	CRAT	Centre régional d'assistance technique
AFRW2	AFRITAC Ouest 2	CRF	Centre régional de formation
AFS	AFRITAC Sud	CRRC	Centre régional de renforcement des capacités
AfSS	Afrique subsaharienne	DC	Développement des capacités
AT	Assistance technique	DDC	Département de développement des capacités
BAD	Banque africaine de développement	DSGE	Modèle stochastique dynamique d'équilibre général
BCEAO	Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest	PFC	Pays fragiles ou touchés par un conflit
BE	Bénéficiaire effectif	FAD	Département des finances publiques du FMI
BNA	Banque nationale d'Angola		
CAI	Cadre d'action intégré		
CCCDI	Initiative de développement des capacités de lutte contre la crise de la COVID-19 (FMI)		

FGUE-LBC/FT	Facilité globale de l'Union européenne pour la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme	ODD	Objectif de développement durable
FIN	Département des finances du FMI	OMC	Organisation mondiale du commerce
FMI	Fonds monétaire international	ONU	Organisation des Nations Unies
GFP	Gestion des finances publiques	P2PRS	Séminaire de recherche entre pairs
Guide ISF	Guide d'établissement des indicateurs de solidité financière	PEM	Perspectives de l'économie mondiale
IDC	Institut du FMI pour le développement des capacités	PER	Perspectives économiques régionales
IFA	Institut de formation pour l'Afrique	PFR	Pays à faible revenu
ITD	Département des technologies de l'information du FMI	RBM	Gestion axée sur les résultats
LBC/FT	Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme	RES	Département des études du FMI
LEG	Département juridique du FMI	RST	Fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité
MCM	Département des marchés monétaires et de capitaux du FMI	SADC	Communauté de développement de l'Afrique australe
MEFMI	Institut de gestion macroéconomique et financière pour l'Afrique orientale et australe	SARB	Banque de réserve sud-africaine
		SPR	Département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation du FMI
		STA	Département des statistiques du FMI
		STI	Institution de formation de Singapour

TABLE DES MATIÈRES

ii

Message du directeur

iv

Sigles et abréviations

1

SECTION I

Activités durant l'exercice 2022

- 7 **A** Vue d'ensemble des cours régionaux dispensés au cours de l'exercice 2022
- 13 **B** Conférences, ateliers, séminaires en ligne, activités de sensibilisation et séminaires de recherche
- 18 **C** Une prise en compte accrue des nouvelles priorités du FMI, des synergies formation-assistance technique et du développement des capacités relatives à la surveillance et aux programmes du FMI
- 26 **D** Collaboration avec des organismes de formation partenaires et utilisation des locaux
- 28 **E** Activités de levée de fonds menées au cours de l'exercice 2022

29

SECTION II

Programme de l'exercice 2023

- 34 **A** Formations
- 38 **B** Séminaires en ligne, conférences et apprentissage par les pairs
- 41 **C** Collaboration avec les AFRITAC et les autres organismes partenaires de formation

43

SECTION III

Financement et budget

49

ANNEXES

- 50 **Annexe I** : Services de l'IFA
- 51 **Annexe II** : Tableau de progression : programme des formations de l'IDC

GRAPHIQUES

- 3 **Graphique 1.**
Demande et offre de formations de l'IFA
- 3 **Graphique 2.**
Nombre de cours de l'IFA
- 3 **Graphique 3.**
Nombre moyen de candidats et de participants aux cours de l'IFA
- 4 **Graphique 4(a).**
Participation des femmes aux cours de l'IFA
- 4 **Graphique 4(b).**
Répartition des participants par langue
- 5 **Graphique 4(c).**
Participants originaires de pays fragiles aux cours de l'IFA
- 9 **Graphique 5.**
Indicateurs de rendement de la formation de l'IFA, exercices 2015 à 2022
- 37 **Graphique 6.**
Ratio candidats/participants aux cours de l'IFA, exercices 2019 à 2022
- 40 **Graphique 7.**
Utilisation des capacités administratives de l'IFA, exercices 2019 à 2023 (équivalent de semaines de travail par exercice et par collaborateur)

TABLEAUX

- 5 **Tableau 1 du texte.**
Proportion de candidats et participants non anglophones aux cours de l'IFA, exercices 2021 et 2022
- 7 **Tableau 2 du texte.**
Cours de l'IFA dispensés pendant l'exercice 2022

- 8 **Tableau 3 du texte.**
Cours de l'IDC dispensés par l'IFA
- 10 **Tableau 1.**
IFA – Cours dispensés pendant l'exercice 2022
- 12 **Tableau 2.**
IFA – Cours dispensés pendant l'exercice 2022 Participants par pays et par genre
- 13 **Tableau 4 du texte.**
IFA – Séminaires en ligne, apprentissage par les pairs et activités de sensibilisation durant l'exercice 2022, par département de développement des capacités
- 15 **Tableau 3(a).**
IFA – Séminaires en ligne, conférences et ateliers à distance durant l'exercice 2022
- 17 **Tableau 3(b).**
IFA – Série de séminaires de recherche entre pairs durant l'exercice 2022
- 27 **Tableau 4.**
IFA – Utilisation des locaux (pour l'enseignement à distance) par les organismes de formation partenaires, exercice 2022
- 34 **Tableau 5 du texte.**
Cours dispensés par l'IFA durant les exercices 2021 à 2023, par les départements de développement des capacités
- 35 **Tableau 5.**
IFA – Programme des cours envisagés pour l'exercice 2023
- 38 **Tableau 6 du texte.**
IFA – Séminaires en ligne, apprentissage par les pairs et activités de sensibilisation durant les exercices 2021 à 2023, par les départements de développement des capacités

- 39 **Tableau 6.**
IFA – Conférences et ateliers à distance pendant l'exercice 2023
- 42 **Tableau 7.**
Utilisation des locaux de l'IFA par les organismes de formation partenaires, exercice 2023
- 45 **Tableau 8.**
IFA – Phase II (exercices 2020 à 2024) : état d'avancement de la levée de fonds au 31 octobre 2022
- 46 **Tableau 9.**
IFA – Phase II (exercices 2020 à 2024) : prévisions et exécution budgétaires au 30 avril 2022

ENCADRÉS

- 3 **Encadré 1.**
Phase II : poursuite des efforts de réduction de la demande non satisfaite de formations de l'IFA
- 4 **Encadré 2.**
Diversification des participants de l'IFA
- 31 **Encadré 3.**
Adapter les cours de formation de l'IFA aux priorités de l'Afrique subsaharienne en matière de développement des capacités
- 33 **Encadré 4.**
Stratégie de développement des capacités en matière de changements climatiques (CCCD) de l'IFA
- 40 **Encadré 5.**
Augmentation des capacités administratives pour répondre aux objectifs plus ambitieux de l'IFA

SECTION I

ACTIVITÉS DURANT
L'EXERCICE 2022

ACTIVITÉS DURANT L'EXERCICE 2022¹

Durant l'exercice 2022, l'IFA a continué à accroître ses activités de formation, qui se sont encore toutes tenues à distance, en raison des restrictions liées à la pandémie, pour être en mesure de répondre à la demande non satisfaite de formation dans la région de l'Afrique subsaharienne (AfSS). Le nombre de cours dispensés (44), de candidats (5 752) et de participants (1 443) a continué à augmenter, pour atteindre des niveaux records pendant l'exercice 2022. Malgré ces chiffres historiques, la demande de formation a continué d'accélérer, d'où une hausse du ratio candidats/participants (ratio d'inscription excédentaire) aux cours de l'IFA pendant l'exercice 2022 (encadré 1).

Depuis l'exercice 2021, l'augmentation des formations dispensées s'accompagne d'une diversification constante des modalités de prestation. L'augmentation du volume des activités de développement des capacités, hors cours, organisées à distance (séminaires en ligne, conférences, activités de sensibilisation et d'apprentissage par les pairs) a permis à l'IFA de répondre avec flexibilité aux besoins de développement des capacités de l'AfSS pour un coût marginal relativement moindre par participant. Pendant l'exercice 2022, l'IFA a organisé pratiquement le même nombre d'activités de développement des capacités en dehors des cours que pendant

l'exercice 2021, période durant laquelle leur nombre avait nettement progressé par rapport à l'exercice 2020, où elles avaient commencé à être organisées. L'adoption rapide et efficiente des technologies de communication en ligne a facilité le développement de ces activités, qui complètent les cours de l'IFA, et ont permis à des universitaires réputés, des décideurs de haut niveau et des responsables du FMI, aux emplois du temps généralement chargés, de participer plus souvent aux activités de développement des capacités. En outre, grâce à la prestation à distance d'activités de développement des capacités autres que des cours, l'IFA a également pu permettre à un plus grand nombre de fonctionnaires des pays membres d'assister à des entretiens sur des thèmes de politique publique d'actualité et de se familiariser avec les connaissances les plus avancées dans plusieurs domaines pertinents pour la région de l'AfSS (tableau 3(a)). Le partenariat entre l'IFA et le département Afrique du FMI (AFR) visant à organiser des séminaires de recherche entre pairs (P2PRS) s'est poursuivi au cours de l'exercice 2022, avec trois études présentées par des chercheurs de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), de Madagascar et du Mozambique, auxquelles se sont ajoutées trois études réalisées par les services du FMI sur des thèmes particulièrement pertinents pour l'AfSS (tableau 3(b)).

La majorité des activités de développement des capacités de l'IFA est restée centrée sur les principaux domaines d'expertise du FMI que sont les sujets macroéconomiques et le secteur financier. Toutefois, l'exploration de nouveaux thèmes témoigne de l'évolution des priorités institutionnelles du FMI (axée sur la demande des pays). L'adaptation en cours de l'IFA aux nouvelles modalités de prestation du développement des capacités coïncide avec le travail constant d'alignement du programme de travail sur les nouvelles priorités du FMI et des pays concernant les prévisions immédiates, les pandémies, les changements climatiques, les inégalités femmes-hommes, la transformation numérique et la gouvernance. Pendant l'exercice 2022, l'IFA a proposé 12 activités de développement des capacités (dont huit cours) sur ces nouvelles thématiques (tableaux 1, 3(a) et 3(b)).

L'IFA continue de progresser en matière d'inclusivité. La hausse de la participation en termes absolus des femmes et des citoyens originaires des pays fragiles ou touchés par un conflit (PFC) aux cours de l'IFA, tendance observée jusqu'à l'exercice 2019, a repris durant l'exercice 2021 et s'est poursuivie pendant l'exercice 2022. Après un fléchissement lors de l'exercice 2021, la participation des femmes en pourcentage du total des participants s'est nettement redressée, à 40,2 %, pendant l'exercice 2022. Malgré

¹ Période du 1^{er} mai 2021 au 30 avril 2022.

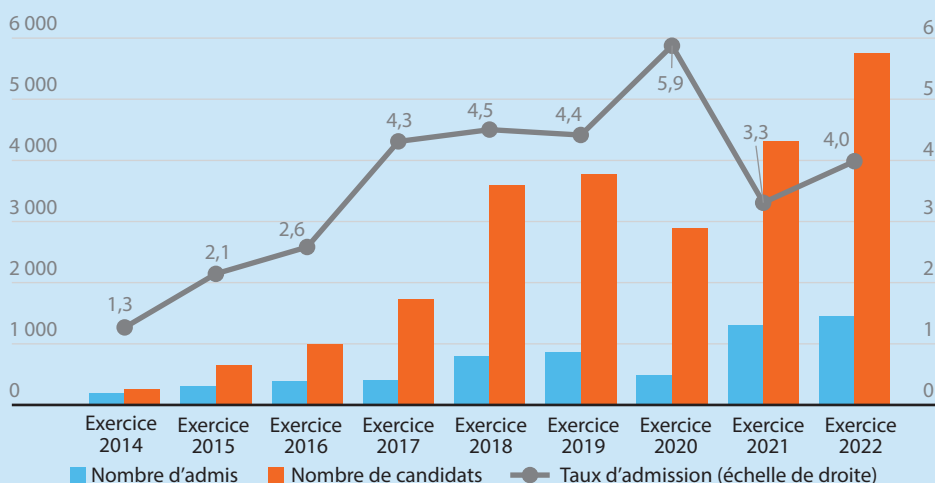
ENCADRÉ 1. PHASE II : POURSUITE DES EFFORTS DE RÉDUCTION DE LA DEMANDE NON SATISFAITE DE FORMATIONS DISPENSÉES PAR L'IFA

Après avoir culminé à 5,9 lors de l'exercice 2020 et accusé un net fléchissement à 3,3 au cours de l'exercice 2021, la demande non satisfaite de formation de l'IFA – mesurée par le ratio candidats/participants (c'est-à-dire le ratio d'inscription excédentaire) – est repartie à la hausse au cours de l'exercice 2022, mais est restée inférieure à son niveau d'avant la pandémie. Malgré la progression du nombre de participants pendant l'exercice 2022 (11 %), qui a atteint un nouveau pic historique (1 443 participants), l'augmentation de 34 % des candidatures aux cours de l'IFA a propulsé le ratio d'inscription excédentaire à 4,0. En dépit de cette hausse, ce dernier reste sur sa trajectoire de stabilisation d'avant la pandémie, après avoir diminué au cours de l'exercice 2019 (graphique 1). L'envolée du nombre de candidats à des niveaux inédits (5 752 candidatures) est le signe manifeste d'une demande solide et croissante. Pour pouvoir la satisfaire dans son intégralité, l'IFA doit donc trouver les moyens d'accroître ses activités.

Compte tenu du taux d'inscription excédentaire, le processus de sélection aux cours de l'IFA est très concurrentiel et cherche à optimiser le dynamisme des interactions, l'expérience d'apprentissage et les bénéfices, tant pour les participants que pour les enseignants. Les critères de sélection portent sur la formation et l'expérience professionnelle des candidats, sur l'utilité du cours dans l'exercice de leur profession et sur leurs résultats aux précédents cours du FMI. En outre, nous nous attachons à trouver un équilibre femmes-hommes raisonnable et à tenir compte des diversités régionales et linguistiques, tant que cela n'obère pas la qualité des participants sélectionnés.

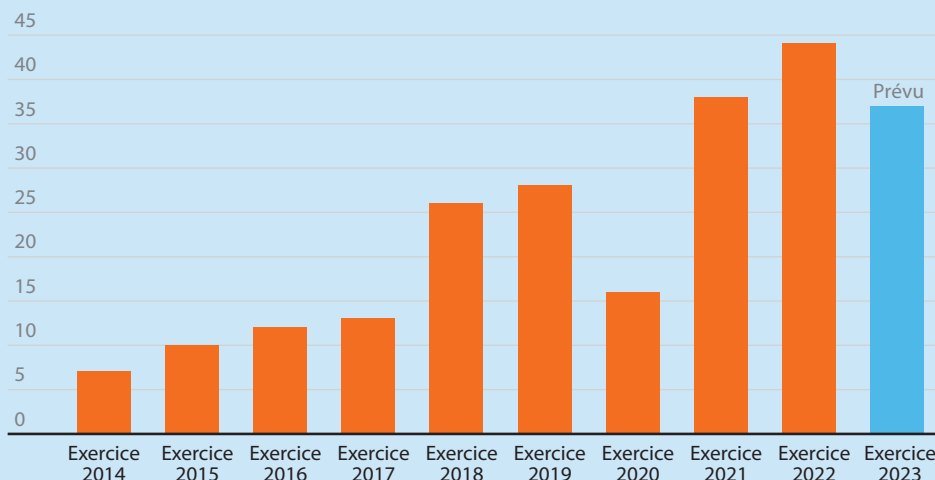
Malgré la hausse sensible du nombre de cours pendant l'exercice 2022, la demande non satisfaite de formation de l'IFA n'a cessé d'augmenter (graphique 2). Pendant cette période, l'IFA a proposé 44 cours (contre 38 lors de l'exercice 2021), soit 16 de plus qu'avant la pandémie (c'est-à-dire une hausse

GRAPHIQUE 1 : DEMANDE ET OFFRE DE FORMATIONS DE L'IFA



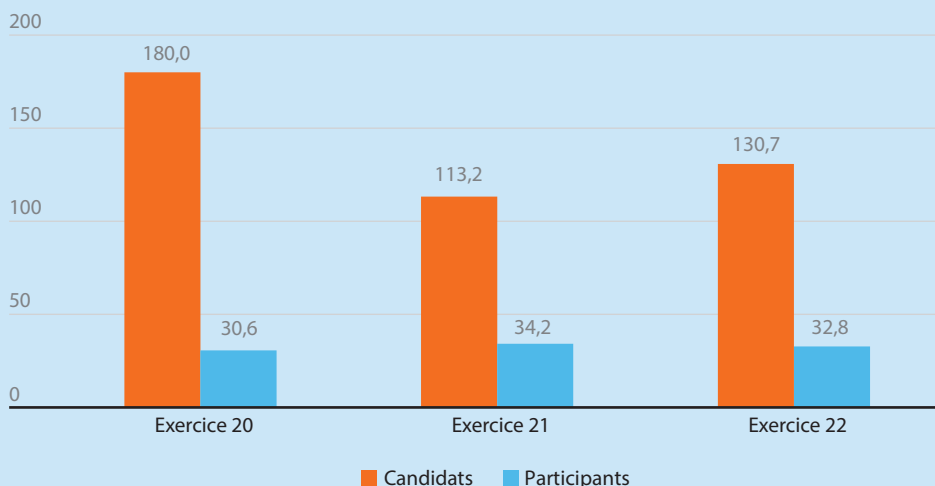
Source : services de l'IFA.

GRAPHIQUE 2 : NOMBRE DE COURS DE L'IFA



Source : services de l'IFA.

GRAPHIQUE 3 : NOMBRE MOYEN DE CANDIDATS ET DE PARTICIPANTS AUX COURS DE L'IFA



Source : services de l'IFA.

ENCADRÉ 1. (SUITE)

cumulée de 57 % par rapport à l'exercice 2019). L'augmentation constante du nombre de cours depuis le lancement de l'IFA lors de l'exercice 2014 (seulement interrompue par la survenue de la pandémie de COVID-19 durant l'exercice 2020) est imputable à la poursuite du relèvement des capacités de prestation amorcé ces dernières années (équipement, salles de cours, personnel, etc.). Alors que l'IFA fonctionnait déjà pratiquement au maximum de ses capacités

administratives (et parfois au-dessus), la prestation des cours à distance a pesé d'autant plus sur ses ressources. Toutefois, au cours de l'exercice 2022, l'augmentation du nombre de cours s'est accompagnée d'une réduction du nombre moyen de participants et d'une *augmentation* du nombre moyen de candidats par cours (graphique 3), ce qui a entraîné la hausse du taux d'inscription excédentaire décrite au graphique 1.

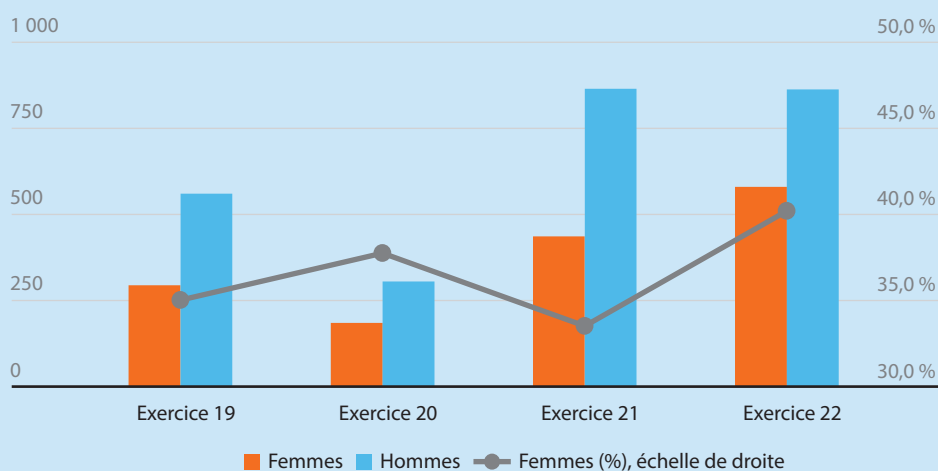
L'IFA doit augmenter ses capacités pour répondre plus vigoureusement aux nouvelles priorités de développement des capacités et, parallèlement, pour accroître ses opérations dans le but de satisfaire les besoins élevés et croissants de formation dans la région de l'AfSS, comme indiqué dans la stratégie de la phase II. Actuellement, l'IFA fonctionne au-dessus de ses capacités pour dispenser son programme de travail. Voir discussions à l'encadré 5.

ENCADRÉ 2. DIVERSIFICATION DES PARTICIPANTS DE L'IFA

Au cours de l'exercice 2022, l'IFA a continué de travailler à la diversification des participants. La stratégie en la matière est la suivante : i) pratiquer une communication active auprès des participants des groupes sous-représentés (femmes, non-anglophones et participants originaires de pays fragiles), ii) échanger régulièrement avec les sponsors et les autorités, afin de recenser les candidats issus de ces groupes et iii) inviter les coordinateurs de cours à tenir compte des objectifs de diversification de l'IFA au cours du processus de sélection, sans toutefois nuire à la qualité. Si au cours de l'exercice 2022 on a compté beaucoup plus de participantes, les résultats en matière de diversification linguistique et de participation des pays fragiles doivent encore être améliorés (graphiques 4(a) à (c)).

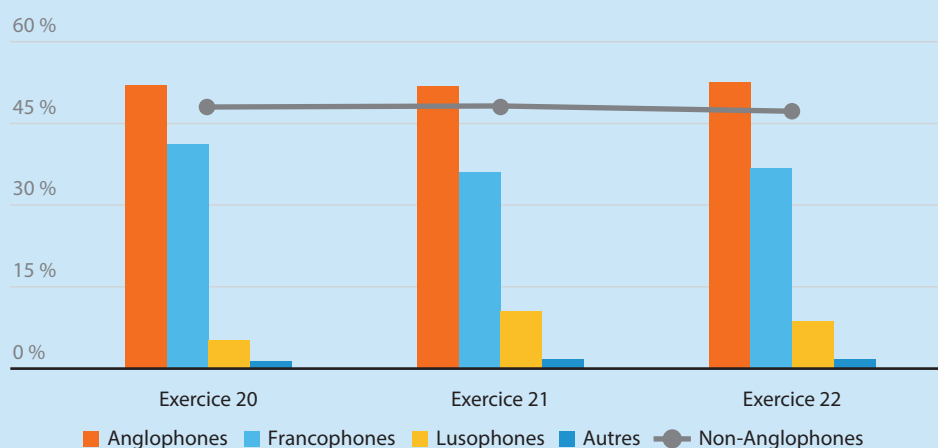
Après un fléchissement lors de l'exercice 2021, la participation des femmes aux cours de l'IFA s'est nettement redressée pendant l'exercice 2022. La pandémie a eu une incidence plus marquée sur la participation des femmes que des hommes, car celles qui œuvrent au sein des administrations ont probablement été davantage prises par des responsabilités familiales, dont éventuellement la garde d'enfants. Leur participation, qui s'est redressée lors de l'exercice 2022 du fait d'effets de base et de la réouverture de certaines administrations, a retrouvé sa tendance d'avant

GRAPHIQUE 4 (A) : PARTICIPATION DES FEMMES AUX COURS DE L'IFA



Source : services de l'IFA.

GRAPHIQUE 4 (B) : RÉPARTITION DES PARTICIPANTS PAR LANGUE



Source : services de l'IFA.

ENCADRÉ 2. (SUITE)

la pandémie. Alors qu'elle se situait en deçà de 34 % lors de l'exercice 2021, elle est passée à environ 40 % pendant l'exercice 2022, soit une hausse de 33 % des participantes, dont le nombre a culminé à un pic historique de 580. Dans le même temps, bien que le nombre total de participants ait progressé, le nombre de participants masculins a légèrement diminué (-0,2 %) lors de l'exercice 2022. Cette évolution conforte la tendance à la progression de la diversification des genres observée jusqu'à l'exercice 2020 (graphique 4(a)).

Les améliorations en matière de diversification linguistique ont été globalement préservées lors de l'exercice 2022.

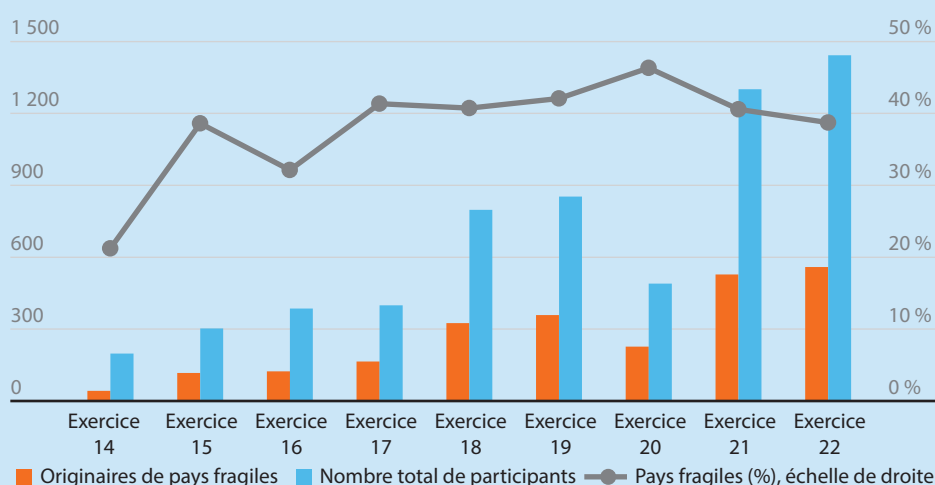
Du fait de la décision stratégique d'annoncer et de présenter tous les cours du centre dans les trois langues (anglais, français et portugais) pendant l'exercice 2022, 93 % des activités de l'IFA se sont déroulées dans d'autres langues que l'anglais. Il convient de poursuivre sur cette voie, notamment en augmentant le nombre de cours directement présentés en français et en portugais (plutôt que de recourir à une interprétation simultanée dans ces langues), afin de promouvoir cette importante évolution des modalités de prestation des cours et de doper la participation des non-anglophones. Nous nous attendons à ce que l'offre de cours dans d'autres langues que l'anglais contribue à augmenter la proportion de candidats lusophones et francophones, et engendre une progression de la part des participants non anglophones. Lors de l'exercice 2022, l'impact de cette évolution sur la proportion de candidats non anglophones est resté modéré (52,7 % de tous les candidats, contre 49,6 % lors

de l'exercice 2021) et n'a pas encore produit les effets positifs escomptés sur la proportion de participants non anglophones, qui a diminué d'environ 1 point de pourcentage (à 47,3 %), même si leur nombre a continué de progresser en termes absolus (graphique 4(b) et tableau 1 du texte).

La participation relative des personnes originaires de pays fragiles a culminé lors de l'exercice 2020. Toutefois, leur

participation en termes absolus continue d'augmenter depuis. Les difficultés inhérentes à la participation à une formation à distance en cas de mauvaise connexion ou d'un accès limité à Internet peuvent expliquer la réduction de la part des participants originaires de pays fragiles observée lors des exercices 2021 et 2022 (graphique 4(c)).

GRAPHIQUE 4 (C) : PARTICIPANTS ORIGINAIRES DE PAYS FRAGILES AUX COURS DE L'IFA



Source : services de l'IFA.

TABLEAU 1 DU TEXTE. PART DES CANDIDATS ET PARTICIPANTS NON ANGLOPHONES AUX COURS DE L'IFA, EXERCICES 2021 ET 2022

Période	Non-anglophones	
	Candidats	Participants
Exercice 2021	49,6 %	48,2 %
Exercice 2022	52,7 %	47,3 %

Source : services de l'IFA.

l'augmentation en termes absolus, la participation relative (c'est-à-dire en pourcentage du total des participants) des participants non anglophones et de ceux originaires des PFC a légèrement reculé par rapport à l'exercice 2021 (encadré 2). Afin de continuer à progresser en la matière, il conviendra de poursuivre le travail actuel, notamment la traduction des supports de cours et l'interprétation simultanée des cours en français et en portugais, l'adaptation des supports de cours à la situation des PFC et la sensibilisation des coordinateurs de cours aux objectifs de diversification de l'IFA.

Le déploiement continu et rapide des activités de développement des capacités à distance organisées par l'IFA depuis l'exercice 2020 a modifié les contraintes de ressources du centre, l'insuffisance de capacités administratives s'étant ainsi substituée au manque de

ressources matérielles. Cette démarche a également permis à l'IFA de mobiliser rapidement les capacités administratives inemployées à la suite de l'arrêt brutal des activités lors de la survenue de la pandémie de COVID-19. Au cours de l'exercice 2021, le personnel de l'IFA a travaillé pratiquement au maximum de ses capacités tandis que, compte tenu de la hausse des activités, le centre a fonctionné au-dessus de ses capacités administratives et dispensé son programme de travail, malgré le manque de personnel administratif. Afin de mettre en œuvre le programme de travail prévu pour l'exercice 2023, au cours duquel la formation en présentiel reprendra, tout en maintenant la charge de travail administrative à des niveaux raisonnables, le comité d'orientation a approuvé le recrutement de collaborateurs supplémentaires (encadré 5).

Les indicateurs de rendement des formations se sont améliorés pendant l'exercice 2022, après un certain repli la première année de la pandémie de COVID-19. Au départ, le passage de l'IFA à la prestation à distance des formations s'est fait au détriment des acquis d'apprentissage (selon les résultats aux examens) et de la satisfaction globale des participants (selon les questionnaires de fin de cours), les deux ayant diminué lors des exercices 2020 et 2021. Toutefois, grâce aux efforts accomplis en vue de mieux adapter les supports de cours et les méthodes d'apprentissage à l'enseignement à distance, cette tendance s'est inversée pendant l'exercice 2022, et tant les acquis d'apprentissage moyens que la satisfaction globale à l'égard des cours de l'IFA se sont améliorés (graphique 5).

A

VUE D'ENSEMBLE DES COURS RÉGIONAUX DISPENSÉS AU COURS DE L'EXERCICE 2022

À l'instar de l'exercice 2021, le programme de travail de l'exercice 2022 a été intégralement dispensé à distance, en raison des restrictions aux déplacements internationaux imposées dans le contexte de la pandémie de COVID-19.

Le choix des cours est resté motivé par la demande et s'est nettement inspiré de la revue 2018 de la stratégie du FMI en matière de développement des capacités (voir rapport annuel de l'exercice 2021). Les cours dispensés ont porté à la fois sur des sujets traditionnels (macroéconomie, finances, données et statistiques) et se sont étendus à de nouvelles thématiques prioritaires, telles que la gouvernance et les aspects macroéconomiques des disparités femmes-hommes.

L'IFA a dispensé 44 des 49 cours prévus pour l'exercice 2022¹. À l'origine de la moitié des cours du centre présentés pendant l'exercice 2022, l'Institut du FMI pour le développement des capacités (IDC) reste le département le plus actif en matière de développement des capacités à l'IFA, devant le département des statistiques du FMI (STA) (tableau 2 du texte). Les quelques annulations de cours sont imputables aux travaux urgents des départements du FMI sur la pandémie et aux capacités insuffisantes de l'IFA. Le tableau 1 présente la liste complète des cours dispensés par l'IFA pendant l'exercice 2022.

¹ Le rapport annuel de l'exercice 2021 ne mentionne que 48 cours prévus pour l'exercice 2022, ce qui est une erreur.

TABLEAU 2 DU TEXTE. COURS DE L'IFA DISPENSÉS PENDANT L'EXERCICE 2022

Département de développement des capacités	Prévus	Dispensés	Déficit
IDC	21	22 ¹	-1
AFR	5	1 ¹	3
FAD	5	3	2
LEG	3	3 ²	0
STA	7	6	1
MCM	6	6	0
FIN	1	1	0
SPR	1	2 ³	-1
RES	1	0 ⁴	1
Total	49	44	5

Source : services de l'IFA.

¹ Deux cours de l'IDC étaient à l'origine prévus pour être des cours de l'IFA.

² Le LEG a également collaboré avec le FAD à la conception d'un cours (« Renforcement des institutions en vue de lutter contre la corruption en Afrique »).

³ Le cours intitulé « Cadre de viabilité de la dette pour les pays à faible revenu » a été divisé en deux, afin de traiter distinctement l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale.

⁴ Le cours intitulé « Aspects macroéconomiques des changements climatiques » a été réaffecté au FAD et dispensé conjointement avec le RES.

Alors que le nombre total de participants aux cours de l'IFA a légèrement progressé et a culminé à un pic historique pendant l'exercice 2022 (encadré 1, graphique 1), la participation par pays a évolué de façon inégale (tableau 2).

Le nombre de participants a certes augmenté dans la plupart des pays membres (en termes absolus, le Burkina Faso, le Gabon, le Libéria, Madagascar, Maurice et les Seychelles étaient les pays les plus représentés), mais la participation s'est

tassée dans 17 pays, les baisses les plus importantes ayant été observées en Côte d'Ivoire, au Malawi et au Lesotho (tableau 2).

Pendant l'exercice 2022, l'IFA a continué de puiser dans la gamme de cours du programme de l'IDC (tableau 3 du texte), en privilégiant les thèmes essentiels au renforcement de la résilience à des chocs défavorables de grande envergure. Depuis sa création, l'IFA a dispensé

TABLEAU 3 DU TEXTE. COURS DE L'IDC DISPENSÉS PAR L'IFA

Programme de cours de l'IDC Cours	Exercice 2020	Exercice 2021	Exercice 2022
Politiques relatives au secteur financier (FSP)			
Marchés et instruments financiers (FMI)			X
Développement financier et inclusion financière (FDI)	X		X
Surveillance du secteur financier (FSS)		X	X
Politiques relatives au secteur financier (FSP)	X	X	X
Politiques budgétaires (FSP)			
Analyse des politiques budgétaires (FPA)		X	X
Cadres budgétaires (FF)	X	X	X
Viabilité budgétaire (FS)		X	X
Analyse macroéconomique générale			
Programmation et politiques financières (FPP)	X	X	X
Diagnostics macroéconomiques (MDS)	X	X	X
Analyse des politiques monétaires et budgétaires à l'aide des modèles DSGE (DSGE)			
Analyse et prévision macroéconomiques (MFA)			X
Croissance inclusive et politiques structurelles			
Croissance inclusive (IG)	X	X	X
Problématique économique de l'intégration régionale (ERI)	X	X	X
Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles (MRC)	X	X	X
Diagnostic des vulnérabilités (VDS)			
Politiques monétaires, de change et du compte de capital			
Politique monétaire (MP)		X	X
Politique de change (ERP)		X	X
Gestion des mouvements de capitaux : analyse et politiques macroéconomiques (MCF)		X	X
Prévisions immédiates (NWC)		X	X
Analyse et prévision modélisées de la politique monétaire (MPAF)		X	X

Source : services de l'IFA.

17 des 20 cours que compte le programme de l'IDC – dans les domaines i) des politiques du secteur financier, ii) de la politique budgétaire, iii) de l'analyse macroéconomique générale, iv) de la croissance inclusive et des politiques structurelles et v) des politiques monétaire, de change et de compte de capital –, après avoir présenté pour la première fois lors de l'exercice 2022 les cours sur l'analyse et la prévision macroéconomiques et les marchés et instruments financiers (FMI)².

² Lors de l'exercice 2023, le cours sur l'analyse des politiques monétaire et budgétaire à l'aide des modèles stochastiques dynamiques d'équilibre général (DSGE) sera dispensé pour la première fois à l'IFA (tableau 5).

Pendant l'exercice 2022, l'IDC a assuré 22 cours sous les auspices de l'IFA, dont 20 tirés de son catalogue habituel. Six cours ont porté sur l'analyse macroéconomique générale : les cours très demandés sur la programmation et les politiques financières et sur les diagnostics macroéconomiques (dispensés deux fois), le cours sur l'analyse et la prévision macroéconomiques (dispensés deux fois, dont une fois au Burkina Faso) et la deuxième prestation à l'IFA du cours sur les prévisions immédiates. L'IDC a également assuré quatre cours sur des problématiques financières classiques (dont le cours très demandé sur les politiques du secteur financier, présenté deux fois), trois cours sur des questions budgétaires, quatre cours sur les politiques

monétaires, de change et de compte de capital (dont le cours très demandé sur la politique monétaire, présenté deux fois) et cinq cours sur des sujets spécialisés (tableau 1 et tableau 2 du texte). En outre, en réponse à la forte demande exprimée à l'occasion de précédents séminaires en ligne et d'activités de développement des capacités sur ces thèmes, l'IFA a collaboré avec l'IDC à la conception et à la prestation de deux cours hors programme de l'IDC portant sur de nouveaux domaines d'intérêt pour le FMI : i) les aspects macroéconomiques des pandémies et ii) l'égalité femmes-hommes et la macroéconomie (section I.C).

Avec le soutien d'autres départements de développement des capacités, l'IFA a assuré 22 cours traitant de

sujets plus spécialisés, qui ont été élaborés par des départements fonctionnels. Ces cours, dont le choix des thèmes est motivé par l'évaluation, par l'IFA, de la demande exprimée, servent aussi à renforcer les synergies avec l'assistance technique apportée aux membres par ces mêmes départements, notamment dans le cadre de la surveillance et des programmes du FMI. Certains sont présentés en collaboration avec des partenaires extérieurs, tels que la Banque mondiale, ONU-Femmes et des universitaires réputés. Les tableaux 2 et 4 du texte indiquent la répartition des cours de l'IFA et des autres activités organisées par les départements de développement des capacités. Le tableau 1 répertorie tous les cours assurés pendant l'exercice 2022, tandis que les activités d'une autre nature sont évoquées plus en détail à la section I.B (voir tableaux 3(a) à 3(b) et tableau 4 du texte).

L'AFR a contribué à l'organisation d'un cours et de 10 activités d'une autre nature. Avec l'aide du bureau du représentant résident du FMI en Afrique du Sud, l'IFA a concouru, pour la quatrième année consécutive, à l'organisation d'un cours de perfectionnement sur les diagnostics et la surveillance macroéconomiques à l'intention des fonctionnaires originaires des pays de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). En outre, l'IFA et l'AFR ont organisé conjointement deux activités de sensibilisation, trois séminaires de recherche entre pairs, trois séminaires de recherche portant sur des études réalisées par les

services du FMI sur des domaines d'intérêt pour l'AfSS et deux séminaires en ligne.

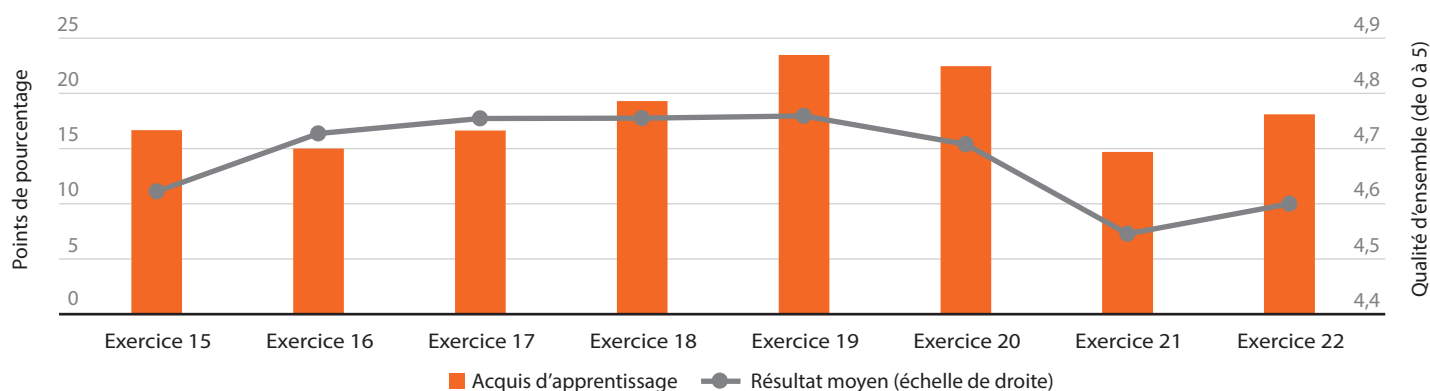
Le département des finances publiques (FAD) et le département juridique (LEG) du FMI ont continué à collaborer étroitement avec l'IFA. Le FAD a dispensé trois cours, notamment deux sur les nouvelles thématiques prioritaires du FMI (la gouvernance et les changements climatiques), qui sont évoquées à la section I.C. Il a également organisé un séminaire en ligne de haut niveau sur les objectifs de développement durable (ODD), dans le sillage d'une activité analogue qui s'est tenue au cours de l'exercice 2021. Le LEG a apporté son aide à l'IFA sur trois cours, traitant tous des aspects juridiques de la dette publique, et a participé à un cours assuré par le FAD, intitulé « Renforcement des institutions en vue de lutter contre la corruption en Afrique ».

Le département des statistiques (STA) a organisé six cours et deux séminaires en ligne. Les cours ont porté sur l'établissement et l'interprétation des statistiques de la dette extérieure, la comptabilité nationale, les statistiques monétaires et financières, ainsi que sur l'approche bilanciale, les indicateurs à haute fréquence de l'activité économique et les indicateurs de solidité financière, ce dernier cours ayant été complété par deux séminaires en ligne sur l'établissement de nouveaux indicateurs de solidité financière (qui se sont tenus séparément en anglais et en français).

Le département des marchés monétaires et de capitaux (MCM) a nettement accru sa participation aux activités de l'IFA durant l'exercice 2022. Le MCM a dispensé trois fois plus de cours que lors de l'exercice 2021 et a aidé l'IFA à organiser trois activités de développement des capacités en dehors des cours, qui portaient sur des questions de politique monétaire présentant un lien direct avec l'assistance technique, la surveillance et l'élaboration de programmes, assurées par le FMI (section I.C), en collaboration avec l'AFR (un séminaire) ainsi qu'avec l'IDC et les centres régionaux d'assistance technique (deux séminaires). Les cours du MCM ont porté sur un grand nombre de thèmes relatifs à la restructuration, la résolution et la supervision bancaires, notamment la réglementation et la surveillance des technologies financières (fintech), les principes et les meilleures pratiques en matière d'infrastructures des marchés financiers, ainsi que les monnaies numériques de banque centrale.

Le département des finances (FIN), le département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation (SPR) et le département des études (RES) ont dispensé chacun un cours à l'IFA pendant l'exercice 2022. Le FIN a dispensé la formation sur l'évaluation des sauvegardes pour la seconde fois à 29 participants provenant de 19 banques centrales de l'AfSS et le SPR a dispensé un cours sur le cadre de viabilité de la dette pour les pays à faible revenu, séparément, aux deux groupes de participants d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest. Le RES a joué un rôle essentiel

GRAPHIQUE 5. INDICATEURS DE RENDEMENT DE LA FORMATION DE L'IFA, EXERCICES 2015 À 2022



Source : services de l'IFA.

TABLEAU 1. IFA – COURS DISPENSÉS DURANT L'EXERCICE 2022

Cours (département) ¹	Date	Langues ²	Nombre de participants	Part des femmes (en pourcentage)	Évaluation par les participants de l'intérêt du cours ³	Évaluation par les participants de la pertinence du cours pour l'exercice de leurs fonctions ³	Amélioration des connaissances (en points de pourcentage) ⁴
Diagnostiques macroéconomiques 1 (IDC)	3-14 mai 2021	A/F/P	32	38 %	4,4	4,3	12,11
Prévisions et analyses macroéconométriques – Burkina Faso (IDC)	17-28 mai 2021	A/F	26	12 %	4,4	4,5	12,62
Problématique économique de l'intégration régionale (IDC)	7-18 juin 2021	A/F/P	35	43 %	4,7	4,7	33,33
Programmation et politiques financières (IDC)	28 juin-9 juil. 2021	A/F	29	38 %	4,7	4,7	15,78
Politiques relatives au secteur financier 1 (IDC)	19-30 juil. 2021	A/F/P	28	54 %	4,7	4,8	15,25
Cadres budgétaires 1 (IDC)	26 juil.-6 août 2021	A/F/P	33	42 %	4,7	4,6	43,10
Statistiques de la dette extérieure (STA)	16-20 août 2021	A/F	55	22 %	4,6	4,8	20,29
Aspects macroéconomiques des pandémies dans les pays à faible revenu et les pays émergents (IDC)	24-26 août 2021	A/F/P	15	40 %	4,5	4,4	ND
Politique monétaire 1 (IDC)	30 août-10 sept. 2021	A/F/P	21	48 %	4,6	4,5	16,34
Comptabilité nationale (STA)	13-17 sept. 2021	A	24	29 %	4,7	4,8	17,20
Surveillance du secteur financier (IDC)	27 sept.-8 oct. 2021	A/F/P	26	62 %	4,4	4,6	27,76
Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles (IDC)	4-15 octobre 2021	A/F/P	32	38 %	4,6	4,5	32,38
Cadre de viabilité de la dette dans les pays à faible revenu – 1 (Afrique centrale) (SPR)	18-22 octobre 2021	A/F/P	36	19 %	4,0	4,4	ND
Examens de la situation économique par les pairs de la SADC – Cours de remise à niveau sur la surveillance (AFR)	25-28 octobre 2021	A/F/P	-	-	-	-	-
Viabilité budgétaire (IDC)	25 oct.-5 nov. 2021	A/F/P	18	56 %	4,3	4,4	24,31
Prévisions et analyses macroéconométriques 2 (IDC)	1er-12 nov. 2021	A/F/P	38	34 %	4,6	4,5	24,00
Développement financier et inclusion financière (IDC)	8-12 nov. 2021	A/F	18	44 %	4,7	4,5	25,71
Politique et administration fiscales : théorie et pratique (FAD)	8-19 nov. 2021	A/F/P	31	39 %	4,8	4,8	ND
Fondements juridiques de la transparence de la dette publique : cheminement vers de bonnes pratiques (LEG)	6-9 déc. 2021	A/F/P	52	42 %	4,7	4,6	6,90
Gestion des mouvements de capitaux (IDC)	6-17 déc. 2021	A/F/P	24	50 %	4,7	4,5	26,38
Statistiques monétaires et financières – introduction (STA)	13-16 déc. 2021	A/F	17	0 %	4,7	4,7	12,00
Diagnostiques macroéconomiques 2 (IDC)	17-28 janv. 2022	A/F/P	23	52 %	4,6	4,7	30,79
Égalité femmes-hommes et macroéconomie (IDC)	24 janv.-3 févr. 2022	A/F/P	45	58 %	4,7	4,6	-13,28
Viabilité de la dette et restructuration de la dette (LEG)	31 janv.-3 févr. 2022	A/F/P	24	13 %	4,7	4,7	11,86

TABLEAU 1. (SUITE) IFA – COURS DISPENSÉS DURANT L'EXERCICE 2022

Cours (département) ¹	Date	Langues ²	Nombre de participants	Part des femmes (en pourcentage)	Évaluation par les participants de l'intérêt du cours ³	Évaluation par les participants de la pertinence du cours pour l'exercice de leurs fonctions ³	Amélioration des connaissances (en points de pourcentage) ⁴
Éléments fondamentaux du contrôle bancaire (MCM)	31 janv.-11 févr. 2022	A/F/P	49	53 %	4,7	4,7	8,06
Indicateurs de solidité financière (STA)	8-11 févr. 2022	A/F	49	39 %	4,6	4,8	11,99
Séminaire sur les sauvegardes pour la région Afrique (FIN)	14-18 févr. 2022	A/F/P	23	52 %	4,5	4,5	9,50
Opérations et cadres de la politique monétaire (MCM)	14-25 févr. 2022	A/F/P	19	16 %	4,8	4,8	1,88
Politiques relatives au secteur financier (FSP)	21 févr.-4 mars 2022	A/F/P	26	58 %	4,4	4,0	62,42
Indicateurs à haute fréquence de l'activité économique (STA)	28 févr.-4 mars 2022	A/F/P	33	27 %	4,8	4,9	15,00
Questions générales relatives à la réglementation et à la surveillance des technologies financières (MCM)	7-10 mars 2022	A/F/P	42	45 %	4,7	4,6	10,58
Cadre de viabilité de la dette dans les pays à faible revenu – AFRITAC Ouest 2 (SPR)	7-11 mars 2022	F/P	39	13 %	4,5	4,5	ND
Monnaies numériques de banque centrale : examen approfondi (MCM)	14-16 mars 2022	A	46	46 %	4,6	4,6	11,41
Analyse bilancielle (STA)	14-18 mars 2022	A	45	40 %	4,6	4,6	8,37
Restructuration et résolution des banques (MCM)	14-25 mars 2022	A/F/P	33	55 %	4,6	4,5	7,75
Politique de change (IDC)	14-25 mars 2022	A/F/P	15	47 %	4,7	4,7	17,71
Renforcement des institutions pour lutter contre la corruption en Afrique (FAD, en collaboration avec le LEG)	21-28 mars 2022	A/F/P	43	60 %	4,6	4,7	ND
Croissance inclusive (IDC)	28 mars-8 avril 2022	A/F/P	31	55 %	4,5	4,5	12,88
Viabilité de la dette et restructuration de la dette 2 (LEG)	4-8 avril 2022	A	34	41 %	4,6	4,6	5,48
Aspects macroéconomiques des changements climatiques (FAD, en collaboration avec le RES)	18-29 avril 2022	A/F/P	35	20 %	4,5	4,5	ND
Prévision immédiate du PIB en Afrique subsaharienne (IDC)	18-29 avril 2022	A/F/P	25	28 %	4,9	4,9	26,18
Politique monétaire 2 (Réserve) (IDC)	18-29 avril 2022	A/F/P	21	38 %	4,5	4,8	11,82
Analyse des politiques budgétaires (IDC)	18-29 avril 2022	A/F/P	19	37 %	4,6	4,6	17,19
Infrastructures des marchés financiers : principes et pratiques (MCM)	25-29 avril 2022	A	31	45 %	4,6	4,6	10,75

Source : services de l'IFA.

¹ Les sigles sont ceux des départements du FMI : AFR = département Afrique ; IDC = Institut de développement des capacités ; FAD = département des finances publiques ; LEG = département juridique ; MCM = département des marchés monétaires et de capitaux ; RES = département des études ; SPR = département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation ; et STA = département des statistiques.

² A désigne un cours dispensé uniquement en anglais ; A/F indique que les cours sont dispensés en anglais et en français ; A/F/P désigne les cours dispensés en anglais avec interprétation vers le français et le portugais ; A/P indique que les cours sont dispensés en anglais avec interprétation vers le portugais ; et F désigne un cours dispensé uniquement en français.

³ Notation sur une échelle de 0 à 5.

⁴ Amélioration (en points de pourcentage) de la note moyenne obtenue à l'examen réalisé avant et après le cours.

TABLEAU 2. IFA – COURS DISPENSÉS DURANT L'EXERCICE 2022 : PARTICIPANTS PAR PAYS ET PAR GENRE

Pays	Exercice 2021		Exercice 2022		Pays	Exercice 2021		Exercice 2022	
	Nombre de participants	dont femmes	Nombre de participants	dont femmes		Nombre de participants	dont femmes	Nombre de participants	dont femmes
Angola	50	18	59	22	Madagascar	28	15	42	25
Bénin	19	1	26	3	Malawi	37	20	8	6
Botswana	35	24	41	20	Mali	17	4	19	4
Burkina Faso	33	9	55	8	Maurice	58	29	94	60
Burundi	28	6	33	4	Mozambique	51	14	29	13
Cameroun	38	10	49	16	Namibie	24	14	20	12
Cabo Verde	13	4	19	9	Niger	18	0	20	1
République centrafricaine	6	1	6	0	Nigéria	60	29	78	41
Tchad	24	2	32	7	Rwanda	19	5	9	2
Comores	9	3	21	5	Sao Tomé-et-Principe	11	5	9	6
République dém. du Congo	29	4	39	7	Sénégal	45	11	44	25
République du Congo	10	1	16	1	Seychelles	25	21	45	31
Côte d'Ivoire	92	18	33	7	Sierra Leone	40	17	38	20
Guinée équatoriale	3	0	3	1	Afrique du Sud	57	24	50	30
Érythrée	0	0	0	0	Soudan du Sud	17	3	20	5
Éthiopie	15	1	25	6	Eswatini	28	6	32	12
Gabon	9	5	28	12	Tanzanie	15	3	8	2
Ghana	49	18	60	34	Gambie	19	7	16	5
Guinée	33	2	36	2	Togo	28	6	28	3
Guinée-Bissau	11	3	11	5	Ouganda	36	17	34	15
Kenya	22	9	23	11	Zambie	31	13	44	24
Lesotho	26	14	18	15	Zimbabwe	34	10	45	25
Libéria	27	5	52	13	Autres	22	5	26	5
					Total	1 301	436	1 443	580

Source : services de l'IFA.

dans l'élaboration et la présentation, en collaboration avec le FAD, du cours sur les aspects macroéconomiques des changements climatiques (qui devait à l'origine être assuré par le RES, mais qui a ensuite été réaffecté au FAD).

Lors de l'exercice 2022, les indicateurs habituels de l'efficacité des formations (acquis d'apprentissage et évaluation de l'intérêt des cours par les participants) se sont redressés, après avoir reculé depuis l'exercice 2020 sous l'effet du passage aux cours à distance. Depuis la création de l'IFA et l'établissement de ces indicateurs lors de l'exercice 2015, afin d'évaluer l'efficacité des formations, les scores relatifs aux acquis d'apprentissage et à l'utilité globale obtenus aux questionnaires réalisés à l'issue des

cours ont progressé, et ce, jusqu'à l'exercice 2019. La survenue de la pandémie de COVID-19 et le passage à la prestation à distance des formations ont eu une incidence très délétère sur ces deux indicateurs, une tendance également observée pour l'ensemble des cours de l'IDC dispensés dans les autres centres régionaux de renforcement des capacités. Le tassement de ces scores témoigne d'un éventuel compromis entre la perte d'efficacité liée à l'enseignement en ligne et les économies réalisées par rapport à l'enseignement sur site³. Au cours de l'exercice 2022, grâce aux efforts constants des coordinateurs des formations et de l'IFA

pour mieux adapter les supports de cours (à l'origine prévus pour être utilisés en présentiel) à un enseignement à distance, ces deux indicateurs sont repartis à la hausse (graphique 5), bien qu'ils restent en deçà de leurs niveaux d'avant la pandémie. Sachant que les cours en ligne constitueront désormais une composante à part entière des modalités de prestation des formations de l'IFA, il conviendra de continuer à améliorer leur qualité et à adapter leur contenu, leur organisation et leurs méthodologies didactiques à un contexte plus exigeant.

³ Un panachage de cours en ligne et en présentiel serait susceptible de remédier en partie à ce problème.

CONFÉRENCES, ATELIERS, SÉMINAIRES EN LIGNE, ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION ET SÉMINAIRES DE RECHERCHE

Au cours de l'exercice 2022, l'IFA a continué à mettre en œuvre sa stratégie de diversification des modalités de présentation du développement des capacités.

Il a organisé et contribué à l'organisation de 14 séminaires en ligne, six activités d'apprentissage par les pairs – dont trois éditions de la série P2PRS et trois éditions de la nouvelle série de séminaires de recherche portant sur des études réalisées par les services du FMI sur des thèmes pertinents pour l'AfSS – et cinq activités de sensibilisation (tableau 4 du texte). Certaines de ces activités menées en dehors des cours ont été organisées en collaboration avec d'autres centres régionaux de renforcement des capacités, avec des universitaires réputés et avec des partenaires extérieurs, tels qu'ONU-Femmes. Les tableaux 3(a) et (b) répertorient toutes les activités de développement des capacités organisées en dehors des cours par l'IFA durant l'exercice 2022.

L'IFA a organisé six séminaires en ligne et une activité de sensibilisation avec l'aide de l'IDC, dont un séminaire en ligne intitulé « Effets macroéconomiques des envois de fonds des travailleurs étrangers : l'impact de la pandémie de COVID-19 », deux séminaires en ligne allant de pair avec le cours sur les aspects macroéconomiques des pandémies, à l'occasion desquels des membres de gouvernements de l'AfSS ont exposé la riposte de leurs pays au choc de la COVID-19 et des universitaires réputés

TABLEAU 4 DU TEXTE. IFA – SÉMINAIRES EN LIGNE, APPRENTISSAGE PAR LES PAIRS ET ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION DURANT L'EXERCICE 2022, PAR DÉPARTEMENT DE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS

Département de développement des capacités	Exercice 2021	Exercice 2022 : prévus	Exercice 2022 : réels
IDC	5	11	7 ¹
AFR	14	17	10
FAD	1	1	1
LEG	1	3	0
STA	3	0	2
MCM	0	2	3 ¹
FIN	0	0	0
SPR	0	0	0
RES	0	1	2
Total	24	35	25
<i>Dont</i>			
Séminaires en ligne	11	12	14
Apprentissage par les pairs	10	13	6
Formations sur mesure	0	4	0
Activités de sensibilisation	3	4	5
Autres	0	2	0

Source : services de l'IFA.

¹ Un atelier de travail consacré à l'expérimentation des systèmes de prévision et d'analyse dans les banques centrales de l'Afrique subsaharienne organisé dans le cadre de l'assistance technique du FMI et une conférence de haut niveau sur la modernisation de la politique monétaire en Afrique subsaharienne ont été enregistrés dans le Programme de gestion et d'administration du développement des capacités comme étant organisés par le seul MCM, mais l'ont en réalité été en collaboration avec l'IDC, l'AFRITAC Est et l'AFRITAC Sud.

ont effectué des présentations sur ce thème ; un séminaire en ligne allant de pair avec le cours intitulé « Égalité femmes-hommes et macroéconomie », organisé conjointement avec l'AFR,

auquel ont participé de hauts responsables du FMI, d'ONU-Femmes et des décideurs de l'AfSS et, enfin, un séminaire en ligne de sensibilisation sur la pratique d'assistance technique en matière de

cadre macroéconomique, récemment mise au point par l'IDC à l'intention d'utilisateurs potentiels en AfSS (section I.C).

L'activité de sensibilisation organisée par l'IDC a mis en lumière le travail d'amélioration du programme d'apprentissage en ligne du FMI, lequel contribuera à répondre à la demande croissante d'apprentissage en ligne après la pandémie. Elle avait plusieurs objectifs : donner une vue d'ensemble des possibilités offertes par l'apprentissage en ligne, mettre en évidence la palette de thèmes et de cours disponibles, démontrer la complémentarité entre l'enseignement à distance et la formation en présentiel, évoquer les modalités de l'intégration plus systématique de l'enseignement en ligne dans la formation du personnel, donner des précisions sur la manière d'inscrire l'apprentissage en ligne et les autres moyens de prestation de développement des capacités dans une démarche de long terme, et obtenir des retours d'information sur l'apprentissage en ligne.

L'AFR a contribué à deux séminaires en ligne et à deux activités de développement des capacités axées sur la sensibilisation. En juin 2021, un séminaire en ligne a abordé le lien entre l'évolution économique mondiale et la crise sanitaire, l'édition d'avril 2021 des Perspectives de l'économie mondiale (PEM) – présentées par M. Carlos de Resende, directeur adjoint de l'IFA – et les perspectives économiques de Maurice, pays d'accueil de l'IFA, présentées par M^{me} Cemile Sancak (AFR), cheffe de mission du FMI dans ce

pays. En février 2022, l'IFA a organisé, en collaboration avec le Centre d'études économiques et financières FMI-Moyen-Orient (CEF), la deuxième série de séminaires en ligne intitulée « Enseignements à tirer des cas de diversification réussie : le chemin à suivre par l'Afrique et le Moyen-Orient ». L'événement a accueilli des intervenants de réputation mondiale, tels que le professeur José Antonio Ocampo de l'Université de Colombia, Son Excellence Abdelaziz Al Nuaimi, sous-secrétaire adjoint aux affaires commerciales des Émirats arabes unis, ainsi que plusieurs responsables du FMI. Le séminaire, qui a compté plus de 550 participants, a abordé de nombreux thèmes, tels que les répercussions de la transformation numérique, les politiques de change, l'inclusion financière et les effets de la pandémie de COVID-19 sur la diversification.

Les activités de développement des capacités axées sur la sensibilisation, organisées par l'AFR, ont porté sur l'ouvrage « Le travail informel dans le monde – priorités pour une croissance inclusive », fruit de la collaboration des services de l'AFR et du SPR, et sur l'édition 2021 des Perspectives économiques régionales (PER) de la région de l'AfSS. Le livre offre un regard bienvenu et neuf sur l'économie informelle dans le monde et analyse les interactions entre, d'une part, l'informalité et, d'autre part, les marchés du travail et de produits, l'égalité femmes-hommes, les institutions et les résultats budgétaires, la protection sociale et l'inclusion financière. Le séminaire en ligne a porté sur des travaux de

recherche des services du FMI et d'universitaires sur les causes, les caractéristiques et les principales répercussions de l'informalité, et a permis de mieux comprendre pourquoi il est essentiel de réduire l'informalité afin d'obtenir un développement durable et inclusif, compte tenu des liens étroits, mais complexes, entre productivité, inégalité et pauvreté. Il a également comporté deux séances thématiques (une sur l'inégalité femmes-hommes et l'informalité dans la région de l'AfSS et l'autre sur l'inclusion financière), qui se sont appuyées sur des chapitres du livre. Quelque 200 participants ont assisté à ce séminaire en ligne. L'activité de sensibilisation sur les PER de 2021 a traité des répercussions de la pandémie sur la croissance économique de l'AfSS et sur les arbitrages en matière de politique macroéconomique auxquels font face de nombreux pays de cette région. Elle a été l'occasion de répondre à des questions formulées par les participants sur de nombreux sujets, notamment la manière dont les pays avancés ont réussi à financer leur reprise pour obtenir un redressement plus rapide ou même une croissance supérieure à celle d'avant la crise, les conseils du FMI et de la Banque mondiale aux pays africains très endettés, l'incidence du relèvement des taux d'intérêt dans les pays avancés sur le redressement économique des pays de l'AfSS, le lien entre le taux de vaccination contre la COVID-19 et la croissance dans les pays de l'AfSS, ainsi que les déséquilibres dans les dépenses des pays de l'AfSS consacrées à la lutte contre les changements climatiques.

Le FAD a contribué à l'organisation d'un groupe de discussion à distance de haut niveau, qui a débattu des moyens de progresser dans la mise en œuvre des ODD de l'Organisation des Nations Unies (ONU), notamment des réformes structurelles destinées à doper la croissance à long terme et la mobilisation des recettes publiques intérieures, des mesures susceptibles de faciliter les investissements du secteur privé dans les projets en relation avec les ODD et du rôle des donateurs et des institutions multilatérales, à la fois en matière de financement et de développement des capacités. Figuraient parmi nos éminents intervenants,

ATI AFRICA TRAINING INSTITUTE
FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

The Global Informal Workforce: Priorities for Inclusive Growth
Monday Sept 13, 2021 @ noon GMT

Presenters	Discussants	Moderator
 <p>Corinne Delechat, Leandro Medina, Marina Tavares, Lisa Kolovich & Marquaux MacDonald</p>	 <p>Mehjabeen Alarakhia, Prof. Njuguna Ndung'u & Oral H Williams</p>	<p>Monique Newak</p>



TABLEAU 3(A). IFA – SÉMINAIRES EN LIGNE, CONFÉRENCES ET ATELIERS À DISTANCE DURANT L'EXERCICE 2022

Département :	Activité	Date
Institut pour le développement des capacités (IDC)	Séminaire sur les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les envois de fonds des travailleurs émigrés	28 mai 2021
	Séminaire en ligne : Aspects macroéconomiques des pandémies dans les pays à faible revenu et les pays émergents	23 août 2021
	Conférence : Aspects macroéconomiques des pandémies dans les pays à faible revenu et les pays émergents	27 août 2021
	Conférence : Aspects macroéconomiques des pandémies dans les pays à faible revenu et les pays émergents	12 avril 2022
	Assistance technique en matière de cadrage macroéconomique (auparavant FP2.0)	
Département Afrique (AFR)	Activité de sensibilisation : Conseillers du Commerce extérieur de la France à Maurice	30 juin 2021
	Le travail informel dans le monde : Priorités en vue d'une croissance inclusive	13 sept. 2021
	Activité de sensibilisation : formation vidéo en ligne	1er déc. 2021
	Présentation des Perspectives économiques régionales (PER)	8 déc. 2021
	Second séminaire en ligne IFA-CEF : Diversification économique	9 févr. 2022
Département des finances publiques (FAD)	Séminaire de haut niveau sur les objectifs de développement durable	29-30 sept. 2021
Département des marchés monétaires et de capitaux (MCM)	Atelier d'apprentissage par les pairs organisé conjointement par l'IDC, l'IFA, l'AFRITAC Sud et l'AFRITAC Est sur l'expérimentation des systèmes de prévision et d'analyse dans les banques centrales de l'Afrique subsaharienne	10-14 janv. 2022
	Conférence de haut niveau organisée conjointement par l'IDC, l'IFA, l'AFRITAC Sud et l'AFRITAC Est sur la modernisation de la politique monétaire en Afrique subsaharienne	28 févr.-2 mars 2022
	Séminaire en ligne organisé conjointement par l'IDC, l'AFR et le MCM consacré au développement des capacités en matière de ciblage de l'inflation en Angola	9-10 févr. 2022
Département des études (RES)	Activité de sensibilisation : PEM d'avril 2021, chapitre 4	2 juin 2021
	Activité de sensibilisation : PEM d'avril 2021, chapitres 2 et 3	24 nov. 2021
Département des statistiques (STA)	Séminaire en ligne – Nouveau guide des indicateurs de solidité financière (en anglais)	15 déc. 2021
	Séminaire en ligne – Nouveau guide des indicateurs de solidité financière (en français)	16 déc. 2021

Source : services de l'IFA.

M^{me} Antoinette Sayeh, directrice générale adjointe du FMI, les honorables ministres des Finances du Nigéria et du Rwanda, respectivement M^{me} Zainab Shamsuna Ahmed et le docteur Ndagijimana Uzziel, ainsi que M. Koen Doens, (Commission européenne). M. Vitor Gaspar, directeur du FAD a animé

les discussions, alors que des membres du FAD, de la Commission européenne et de l'ONU ont dirigé des séances techniques consacrées à un cadre analytique du FMI facile à appliquer (le cadre de financement national intégré) destiné à évaluer les besoins de financement en matière d'ODD,

et aux politiques que les pays pourraient mettre en œuvre pour attirer des financements privés en faveur du développement. L'événement, diffusé également via les comptes du FMI sur les médias sociaux (Twitter, Facebook et YouTube) a été suivi par un nombre record de 826 participants.



SHIFTING GEARS: MONETARY POLICY SPILLOVERS DURING THE RECOVERY FROM COVID-19

April 2021 WEO Chapter 4

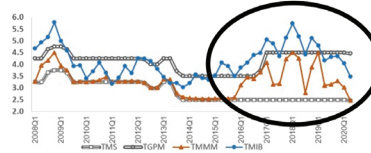
OUTLINE

- I. BCEAO MONETARY POLICY FRAMEWORK
- II. QPM-WAEMU MODEL BENEFITS
- III. STYLIZED FACTS ABOUT WAEMU
- IV. QPM-WAEMU MODEL STRUCTURE
- V. CALIBRATION AND MODEL PERFORMANCE
- VI. IMPULSE SHOCK ANALYSIS
- VII. OUT-OF-SAMPLE FORECASTS
- VIII. CONCLUSION

BCEAO and the policy instrument

- Does the monetary authority control the policy instrument?
 - Corridor widened
 - Rates outside the corridor
- Policy objective conflict?
 - Was low inflation a fluke?

Figure 4: Money market rate dynamics in %



Note: The Maximum Bid Rate (TMM) and the Maximum Lending Rate (TMMB) are the key rates set by the Monetary Policy Committee (MPC).

autres sociétés financières et le secteur réel. Ils ont porté sur les nouveaux formulaires de transmission des indicateurs de solidité financière relatifs à la couverture élargie du secteur financier, notamment des autres intermédiaires financiers, des organismes de placement collectif monétaires, des compagnies d'assurance, des fonds de pension, des sociétés non financières et des ménages. Ils ont également traité des projets concernant les migrations des données et des métadonnées historiques vers ces nouveaux formulaires. Plus de 80 participants, originaires de 18 pays africains, ont participé à ces séminaires en ligne.

Le département des marchés monétaires et de capitaux (MCM) a contribué à trois activités de développement des capacités, hors cours, de l'IFA, organisées conjointement avec l'IDC : un atelier d'apprentissage par les pairs de cinq jours consacré à l'expérimentation des systèmes de prévision et d'analyse dans les banques centrales de l'AfSS, une conférence de haut niveau de trois jours sur la modernisation de la politique monétaire en AfSS – ces deux événements ont été organisés en collaboration avec l'IDC, l'AFRITAC Est et l'AFRITAC Sud – et un séminaire de deux jours sur le « ciblage de l'inflation en Angola », organisé de concert avec l'IDC et l'AFR. Toutes ces activités de développement des capacités, qui ont vocation à renforcer les synergies entre l'IFA, le développement des capacités dispensé à l'AfSS et la surveillance/les programmes du FMI, sont évoquées à la section I. C.

Le département des études (RES) a contribué à deux événements de développement des capacités axés sur la sensibilisation, qui ont porté sur les éditions d'avril et d'octobre 2021 des PEM. S'agissant des PEM d'avril 2021, les discussions ont concerné le chapitre intitulé « Changement de braquet : L'activité consacrée aux PEM d'octobre 2021 a porté sur le chapitre 2 (« Craintes inflationnistes ») et le chapitre 3 (« Recherches et innovations pendant la pandémie de COVID-19 »). Les chapitres ont été présentés par des membres du RES, et environ 200 participants ont assisté à cette activité.

Le STA a présenté deux séminaires en ligne sur les indicateurs de solidité financière. Présentés séparément aux participants anglophones et francophones, ils ont examiné les principales modifications

méthodologiques apportées par le Guide 2019 d'établissement des indicateurs de solidité financière à l'établissement des indicateurs de solidité financière pour les institutions collectant des dépôts, les

TABLEAU 3(B) IFA – SÉRIE DE SÉMINAIRES DE RECHERCHE ENTRE PAIRS DURANT L'EXERCICE 2022

Date	Pays	Intitulé	Présentateurs	Animateurs	Intervenants	Nombre de participants
12 mai 2021	Mozambique	« Une étude empirique sur les répercussions du taux de change sur l'inflation au Mozambique » par M. Inacio Manuel Manjama et M ^{me} Maria Luisa Grispos de la Banque du Mozambique	M. Inacio Manuel Manjama (Banque du Mozambique)	M. Ari Aisen (représentant résident du FMI au Nigéria)	M. Christian Henn (représentant résident du FMI en Guinée équatoriale), M. Emanuel Ornellas (Fondation Getulio Vargas à la Sao Paulo School of Economics) et M. Roberto Perrelli (FMI/FAD)	148
16 juin 2021	BCEAO	« Prévision trimestrielle et modèle d'analyse de la politique monétaire pour l'Union économique et monétaire ouest-africaine » par M. Alsim Fall et M. Demba Sy (tous deux de la BCEAO)	M. Alsim Fall et M. Demba Sy (tous deux de la BCEAO)	M. Carlos de Resende (directeur adjoint, IFA-FMI, Maurice)	M. Ales Bulir (FMI/STI), M. Yaroslav Hul (FMI/IDC) et Professeur Malik Shukayev (Université d'Alberta)	540
28 juil. 2021	FMI/National Bureau of Economic Research	« Les cadres de politique monétaire ont-ils une influence dans les pays à faible revenu ? » par M ^{me} Alina Carare, M. Carlos de Resende, M. Andrew Levin et M ^{me} Chelsea Zhang	M. Carlos de Resende (FMI)	M. Daan Steenkamp (Banque de réserve sud-africaine)	M. Césaire Meh (Banque du Canada)	590
11 août 2021	FMI	« Mobilité sociale intergénérationnelle en Afrique depuis 1920 », par M. Rasmane Ouedraogo et M. Nicolas Syrichas	M. Rasmane Ouedraogo (représentant résident du FMI au Niger)	M ^{me} Monique Newiak (FMI)	M ^{me} Clara Mira (FMI, cheffe adjointe de division, AFRITAC Ouest 2)	200
14 sept. 2021	FMI	« Consommation d'électricité et température : données probantes tirées d'imagerie satellitaire », par M. Jiaxiong Yao	M. Jiaxiong Yao (conseiller spécial auprès du directeur de l'AFR du FMI)	M ^{me} Charline Ramsbacher (IFA-FMI)	M. Fuad Hasanov (économiste principal au FMI • EUREA)	162
17 nov. 2021	Madagascar	« Répercussions de l'excès de liquidité mondiale et politique monétaire dans les pays émergents » par M. Nady Rapelanoro et M. Morad Bali (Banque centrale de Madagascar)	M. Nady Rapelanoro (économiste chercheur, Banque centrale de Madagascar)	M ^{me} Rosalind Colleen Mowatt (économiste principale au FMI, ICDRM)	M ^{me} Nikita Perevalov (Scotiabank)	250
Moyenne						315

Source : services de l'IFA.

SÉMINAIRES DE RECHERCHE

En juillet 2021, dans le cadre de ses efforts de diversification des modalités de prestation à distance du développement des capacités, l'IFA a lancé une série P2PRS, en partenariat avec l'AFR. L'objectif de cette série P2PRS est de contribuer au développement des réseaux de recherche régionaux et de favoriser les discussions et l'apprentissage relatifs aux questions de politique économique présentant un intérêt pour les pays de l'AfSS. Il s'agit d'une plateforme destinée aux fonctionnaires en poste au sein d'administrations publiques

de l'AfSS souhaitant exposer leurs recherches et leurs travaux en cours. Les études désignées par un comité de sélection sont traduites en anglais, en français et en portugais, puis présentées en ligne, avec une interprétation simultanée dans les trois langues, afin de trouver un large écho au sein de l'AfSS. Quatorze séminaires en ligne ont été organisés depuis le lancement de cette série P2PRS, dont trois durant l'exercice 2022. Le tableau 3(b) répertorie les études présentées pendant l'exercice 2022, qui traitent des répercussions du taux de change sur l'inflation au Mozambique, d'un modèle de prévision destiné à l'Union

économique et monétaire ouest-africaine et des effets de l'excès de liquidité mondiale sur les pays émergents. Au cours de l'exercice 2022, la série P2PRS a été complétée par une nouvelle série de séminaires de recherche organisés par l'IFA, qui a porté sur trois études présentées par les services du FMI sur des thèmes pertinents pour les pays de l'AfSS.

Les événements P2PRS restent très suivis par les anciens élèves de l'IFA, les chercheurs et les fonctionnaires des pays de l'AfSS. La participation, qui s'est élevée en moyenne à 315 personnes par événement, a été exceptionnelle (tableau 3(b)).

UNE PRISE EN COMPTE ACCRUE DES NOUVELLES PRIORITÉS DU FMI, DES SYNERGIES FORMATION-ASSISTANCE TECHNIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS RELATIVES À LA SURVEILLANCE ET AUX PROGRAMMES DU FMI

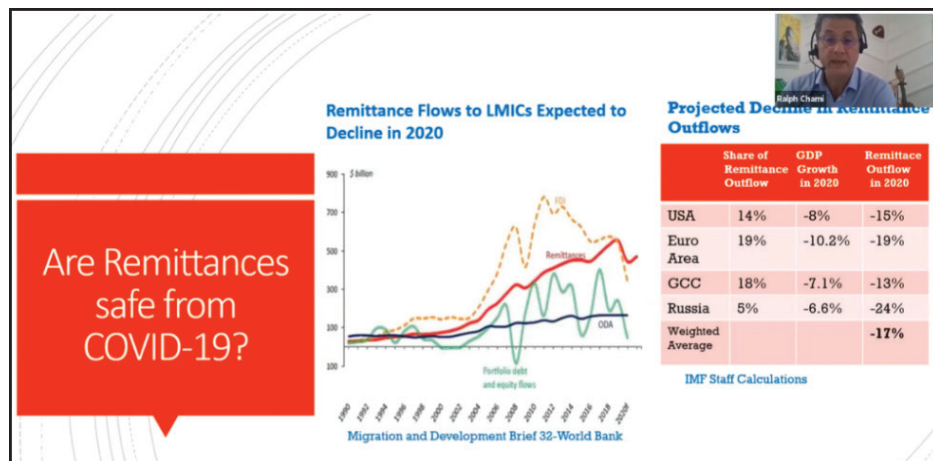
Durant l'exercice 2022, l'IFA a continué de mettre l'accent sur des activités de développement des capacités portant sur les nouvelles thématiques prioritaires du FMI et de ses pays membres. En outre, il a redoublé ses efforts en vue d'augmenter celles axées sur les synergies entre les formations et l'assistance technique et celles directement liées au travail de surveillance et aux programmes du FMI. Quelques exemples sont évoqués ci-après.

NOUVELLES THÉMATIQUES PRIORITAIRES DU FMI

Les activités de développement des capacités sur les nouvelles thématiques prioritaires du FMI comptent huit cours et quatre activités d'une autre nature qui traitent des pandémies, de la gouvernance, des inégalités femmes-hommes, des changements climatiques, de la transformation numérique et des prévisions immédiates.

PANDÉMIE DE COVID-19

Le séminaire en ligne intitulé « Effets macroéconomiques des envois de fonds des travailleurs étrangers » : Présenté par M. Ralph Chami (IDC) et le professeur Connel Fullenkamp (Duke University), il a consisté en un examen de données empiriques sur les effets des envois de fonds des travailleurs étrangers sur des



MULTI SECTOR MODEL

- Multi-sector model
 - pandemic = asymmetric shock to high-contact intensive sectors
- Key: demand is endogenous!
- Our take: **Keynesian supply shock** = supply shock in contact-intensive sectors that causes **demand shortages** in other sectors
 - complementarities across sectors
 - incomplete markets
 - input-output linkages
 - business exit cascades
 - job match destruction

variables macroéconomiques essentielles, telles que la croissance et l'emploi, tout en mettant en évidence la relative stabilité de ces flux monétaires après

le choc de la pandémie de COVID-19. Ils ont tous deux attribué cette stabilité durant la crise sanitaire aux bons résultats économiques des pays d'accueil des

travailleurs émigrés, au passage à des envois de fonds numériques, à la redirection des fonds informels vers les canaux officiels en raison des restrictions aux déplacements, ainsi qu'aux variations favorables des taux de change. Ce séminaire en ligne, qui a compté 600 participants, a suscité un grand intérêt.

L'IFA, avec l'appui de l'IDC, a commandé un cours sur les aspects macroéconomiques des pandémies. Ce dernier a été organisé pour la première fois durant l'exercice 2022 et a pris la forme d'une activité de développement des capacités qui s'est déclinée de différentes manières – un **séminaire en ligne**, animé par des décideurs de l'AfSS (ministère des Finances des Seychelles et Banque centrale sud-africaine) suivi de trois jours de formation et d'ateliers pratiques – et s'est conclue par une **conférence**, à laquelle ont participé des universitaires réputés. La partie formation a été préparée et dispensée en collaboration avec M. Carlos de Resende (directeur adjoint de l'IFA), les professeurs Sergio Rebelo, Martin Eichenbaum (tous deux de l'Université Northwestern) et Mathias Trabandt (de la Goethe-Universität), trois éminents universitaires, dont les recherches portent sur l'association de modèles épidémiologiques normalisés et de modèles macroéconomiques néokeynésiens dynamiques. Un certain nombre de fonctionnaires originaires de 11 pays de l'AfSS ont été formés à l'utilisation et à l'étalement des modèles en fonction du contexte économique de leur pays, afin d'intégrer les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur les projections macroéconomiques.

La conférence allant de pair était ouverte à tous les anciens élèves de l'IFA, leur donnant ainsi l'occasion de se familiariser avec les connaissances les plus avancées concernant les aspects économiques des pandémies. Elle a débuté par une présentation liminaire effectuée par le professeur Raj Chetty (Harvard University) et intitulée « *Comment les politiques de lutte contre la COVID-19 et de stabilisation influent-elles sur les dépenses et l'emploi ? Un nouvel outil de suivi économique en temps réel fondé sur les*

données du secteur privé », suivie de l'examen d'études d'universitaires spécialisés dans ce domaine, dont les professeurs Greg Kaplan (Université de Chicago), Juan Rubio-Ramirez (Emory University et Banque fédérale de réserve d'Atlanta), Cristina Arellano (Banque fédérale de réserve de Minneapolis), Ivan Werning (Institut de Technologie du Massachusetts) et Andrew Atkeson (Université de Californie, Los Angeles). Les séances ont été animées par des responsables du FMI travaillant à l'IDC (M. Ralph Chami, assistant du directeur), à l'AFR (M^{me} Catherine Pattillo, directrice adjointe), au RES (M. Antonio Spillimbergo, directeur adjoint) et à l'IFA (M. Abdoul Wane, directeur).

GOVERNANCE

Le LEG a participé à deux cours sur la gouvernance : il a dirigé le cours intitulé « Fondements juridiques de la transparence de la dette publique : cheminement vers de bonnes pratiques » et dispensé, conjointement avec le FAD, celui intitulé « Renforcement des institutions en vue de lutter contre la corruption en Afrique ». Le premier cours a traité de problèmes complexes et multiformes concernant les cadres juridiques nationaux susceptibles de nuire à la transparence de la dette, un élément fondamental de la responsabilité de l'État. Il s'est décliné sous la forme d'exposés, d'études de cas et d'un groupe de discussion avec des experts du MCM, du FAD et du STA, et a compté une intervenante invitée, M^{me} Anna Gelpert, enseignante

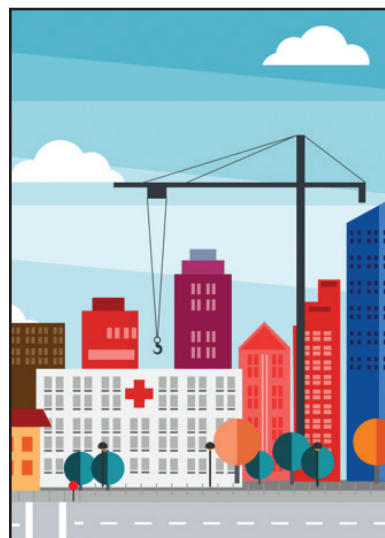
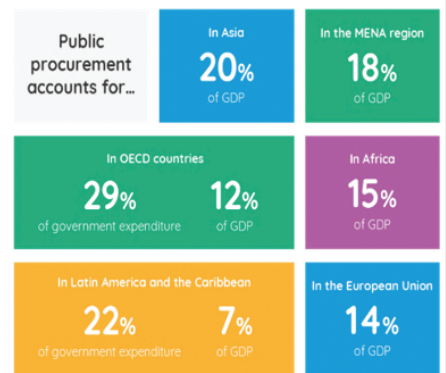
PP is a crucial pillar of strategic governance and a tool for socioeconomic change, technological advancement and the creation of social value.

Governments: The largest buyers in a market but the real size remains underestimated

- Excludes defense procurement & procurement at local level
- **cuts across all sectors** of the economy
- Inclusive and Green procurement



INTERNATIONAL MONETARY FUND



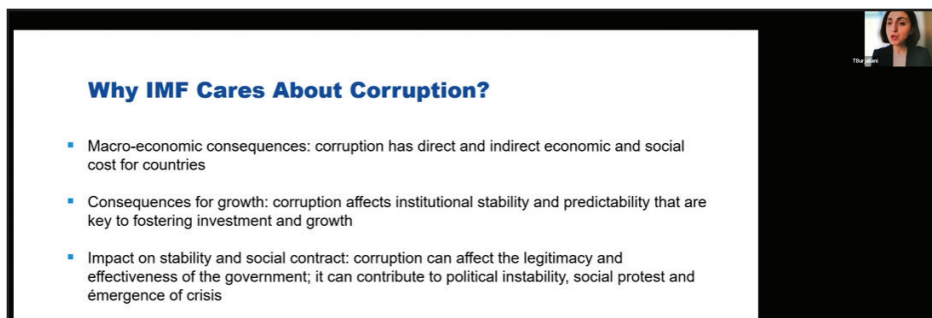
Presented by:
Fiscal Affairs and
Legal Departments



Governance vulnerabilities in public procurement

MARCH 2022

Lamia El Moubayed



Why IMF Cares About Corruption?

- Macro-economic consequences: corruption has direct and indirect economic and social cost for countries
- Consequences for growth: corruption affects institutional stability and predictability that are key to fostering investment and growth
- Impact on stability and social contract: corruption can affect the legitimacy and effectiveness of the government; it can contribute to political instability, social protest and emergence of crisis

à la Georgetown University Law. Le cours a notamment porté sur la nécessité de communication d'informations spécifiques sur les conditions générales d'emprunt à tous les échelons administratifs et sur le besoin d'une application plus efficace des régimes de sanctions pour prévenir les violations du cadre juridique ou y remédier.

Le cours sur la corruption, dirigé par le FAD, a été assuré conjointement avec le LEG et élaboré à l'intention des fonctionnaires travaillant au sein des ministères des Finances, **des banques centrales et d'autres organismes administratifs, tels que les bureaux du président et du Premier ministre, l'institution supérieure de contrôle des finances publiques, la commission de lutte contre la corruption et le bureau du comptable général**, qui sont essentiels à la formulation des stratégies et des politiques des pays en matière de lutte contre la corruption. La formation présente une feuille de route détaillée permettant de repérer et de surmonter les vulnérabilités à la corruption dans le cycle de la gestion des finances

publiques (y compris les systèmes et les processus de gestion des recettes et des dépenses des administrations), ainsi que des indicateurs et des signaux d'alarme pour alerter les décideurs et les organismes de surveillance des difficultés et des faiblesses éventuelles. Elle traite également des répercussions de ces vulnérabilités sur le plan macrobudgétaire. Le cours comporte également des études de cas sur la région de l'AfSS et propose d'éventuelles réformes destinées à favoriser la compréhension des instruments, mécanismes et stratégies juridiques qu'il convient de mettre en place pour prévenir et judiciairiser la corruption. Les participants ont également été sensibilisés à la nécessité d'établir un état de droit solide, et à la relation entre celui-ci et la corruption, ainsi qu'à l'importance de la transformation numérique et d'une gestion efficace des risques dans la lutte contre la corruption et la mauvaise administration. Enfin, la formation donne un aperçu des mécanismes de lutte contre le blanchiment des capitaux, destinés à contribuer à la détection, la localisation, la confiscation et la restitution, le cas

échéant, du produit de la corruption, et traite des dispositifs de coopération internationale conçus pour lutter contre la corruption et les flux financiers illicites.

ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES ET MACROÉCONOMIE

Lors de l'exercice 2022, l'IFA a organisé le premier cours exhaustif du FMI sur l'égalité femmes-hommes et la macroéconomie, en collaboration avec ONU-Femmes. Le cours a été en grande partie élaboré par les services de l'AFR et de l'IFA, avec la contribution de l'IDC. Il a été dispensé aux 45 participants sélectionnés, dont 25 femmes originaires de 21 pays, qui ont pris connaissance et discuté de plusieurs aspects des inégalités liées au genre, de l'incidence de celles-ci sur les résultats macroéconomiques et de mesures pour y remédier. Un séminaire de haut niveau allant de pair avec ce cours a débuté par des remarques préliminaires de M^{me} Ratna Sahay, conseillère principale du FMI sur l'égalité des genres et de M^{me} Maxime Houinato, directrice régionale d'ONU-Femmes, suivies de présentations effectuées par M^{me} Mireille Batamuliza, secrétaire permanente du ministère du Genre et de la Promotion de la famille du Rwanda, et par des membres des services du FMI et d'ONU-Femmes. Les participants au séminaire ont commenté des données sur les violences faites aux femmes dans la région de l'AfSS, ainsi que leurs conséquences économiques, et ont souligné les retombées positives substantielles qui résulteraient de l'éradication des violences fondées sur le genre dans la région, tant pour les personnes et les familles que pour l'économie dans son ensemble. Ils ont également mis l'accent sur les mesures possibles pour renforcer les législations visant à lutter contre les violences conjugales, pour donner davantage de pouvoir décisionnel aux femmes et pour concevoir des solutions et des programmes locaux visant à remédier à ce problème. Au total, 214 participants, dont des décideurs, des personnalités politiques, des universitaires, des partenaires au développement, des représentants de la société civile des pays de l'AfSS, ont assisté à ce séminaire.



Impact of COVID-19 on Gender Equality and Women's Empowerment in East and Southern Africa

Gender Equality and Macroeconomics: Lessons from East Africa and Beyond : IMF Webinar 30 Nov-2 Dec 2021

UN WOMEN | WOMEN COUNT | UNFPA

LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Le cours intitulé « Aspects macroéconomiques des changements climatiques » a été préparé et assuré conjointement par le département des finances publiques (FAD) et RES, avec l'aide de l'IFA et de l'IDC, en s'inspirant d'une formation d'introduction analogue sur ce thème, conçue par les départements FAD, RES, SPR et l'IDC, et destinée exclusivement au personnel des services du FMI. Sa première présentation servira de base à un cours régulier sur cette thématique, en cours d'élaboration à l'IDC. Le cours donne d'abord une vue d'ensemble des aspects scientifiques des changements climatiques (l'état des connaissances sur l'incidence des émissions de gaz à effet de serre sur le réchauffement planétaire, les données probantes sur les changements climatiques, les tendances historiques des émissions mondiales et les projections en matière de réchauffement planétaire) et sur les aspects économiques de ces phénomènes, notamment ses canaux de transmission et ses principales répercussions sur l'économie. Cette première présentation a été réalisée par les services du RES et le professeur John Hassler (Stockholm University), un universitaire expert dans ce domaine. Il se poursuit sur des échanges autour des mesures d'atténuation et d'adaptation à ces phénomènes, notamment la conception des politiques publiques, la gestion des finances publiques et les investissements publics liés aux changements climatiques, qui ont été animés par des membres des départements RES et FAD. Il comporte également des exposés sur le lien entre les changements climatiques et le commerce international, réalisés par un analyste de l'Organisation mondiale du commerce et un spécialiste du développement durable de la Banque mondiale, et un aperçu général des projets d'assistance technique du FMI en matière climatique, présenté par un conseiller résident du FAD chargé de l'assistance technique à l'AFRITAC Sud.

TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

Durant l'exercice 2022, le MCM a préparé et assuré deux cours à l'IFA sur la numérisation. Le cours intitulé « Questions

The slide features the logos of the International Monetary Fund (IMF) and the African Training Institute (ATI). The main title is 'MACROECONOMICS OF CLIMATE CHANGE' and the subtitle is 'Public Financial Management (PFM) and Climate Change'. The date 'Thursday, April 21, 2022' is displayed at the bottom. A small video inset shows a speaker.

The slide is titled 'CMAP : Climate Macroeconomic Assessment Program'. It features a central diagram with a central hexagon labeled 'Macro-economic Implication of Climate change' surrounded by six other hexagons: 'National planning', 'National Strategy', 'Adaptation plan', 'Disaster risk management', and 'Mitigation plans'. To the right, there are two bullet points:

- CMAP is built up on Climate Change Policy Assessment (CCPA) with more focus on macroeconomic implications of climate change policies
- CMAP focuses on the macro-fiscal implications of climate change policies and proposes a way to further integrate climate change into macroeconomic policies by:
 - Using a macroeconomic model with a backward-looking effect of investment on resilience building, long-term growth, and debt sustainability, while quantifying climate finance needs.
 - Assessing the distributional effects of mitigation policy and long-term decarbonization plans.
 - Integrating the climate module of the Public Investment Management Assessment (PIMA).

The slide is titled '2. Areas of Focus - SARB & Fintech: 2022/2023'. It features a background image of a robot head. The content is organized into three columns:

- Open Finance**: Open Finance Working Group – next phase of Open Finance Work. Ensure alignment with work on screen scraping; open banking.
- Bigtech in payments & financial services**: Alliance Banking Relationships. Thought leadership on evolving role of bigtech in financial services.
- Impact of tokenisation in financial markets**: Unpacking lessons from Project Khokha 2 (PK2). Embarking on PK2.x. Developing internal paper on policy and regulatory implications of tokenisation in financial markets.

générales relatives à la réglementation et à la surveillance des technologies financières », organisé par le MCM du FMI, s'est tenu du 7 au 10 mars 2022 à l'IFA. Suivi par 43 participants, il a porté sur l'évolution mondiale de la réglementation des fintech, l'incidence des géants du numérique sur les services financiers, les répercussions sur la politique

publique d'une approche réglementaire neutre dans la sphère technologique, la croissance des technologies de surveillance (suptech) et la nécessité d'une collaboration public-privé dans le domaine des technologies de réglementation (regtech). Les participants ont fait un point sur le degré de pénétration de la fintech dans leur pays. Le cours a été

PRÉVISIONS IMMÉDIATES

Les *prévisions immédiates* permettent de prévoir la valeur actuelle de variables qui sont publiées avec un certain décalage, en se servant de la corrélation entre ces variables et les indicateurs à haute fréquence appropriés. Comme indiqué dans les rapports annuels 2020 et 2021 de l'IFA, le centre a contribué, notamment en finançant la conception de supports de cours, à un programme de développement des capacités à moyen terme dirigé par l'IDC destiné à renforcer les capacités des pays membres en matière d'utilisation des mégadonnées et des indicateurs à haute fréquence pour les prévisions immédiates et les prévisions à court terme, plus généralement. Le cours a été dispensé (à distance) pour la première fois lors de l'exercice 2021. Lors de l'exercice 2022, les participants à la formation (qui s'est tenue du 18 au 29 avril) se sont vu présenter les méthodes de prévision immédiate ainsi que les catégories de données et les techniques utilisées pour établir des indicateurs à haute fréquence à l'aide d'une approche pratique et d'E-Views comme outil de modélisation. Le cours a porté sur les sources de données des prévisions immédiates et des indicateurs à haute fréquence ainsi que sur trois types d'approches de modélisation (les méthodes classiques de prévision immédiate, les modèles factoriels et les modèles espace-état). Il a été très apprécié (satisfaction générale de 4,9 sur 5) et a engendré des acquis d'apprentissage substantiels (26 points de pourcentage). Les retours d'information des participants et des enseignants ont mis en évidence leur préférence pour une formation en présentiel à l'avenir (probablement du fait de son caractère technique), ce qui est prévu dans le programme de travail de l'IFA pour l'exercice 2023.

Durant l'exercice 2023, l'IFA prévoit de continuer à proposer des activités de développement des capacités autour des nouvelles thématiques prioritaires, dont 10 cours et cinq activités d'une autre nature, notamment des séminaires en ligne et des conférences à distance ainsi que des activités de sensibilisation et d'apprentissage par les pairs (sections II.A et II.B).

INTERNATIONAL MONETARY FUND

INSTITUTE FOR CAPACITY DEVELOPMENT

L-1 An Introduction to Nowcasting

Presenter: Klakow Akepanidaworn
Course on Nowcasting

MACRO-MODELING AND MONETARY
Institute for Capacity Development

This training material is the property of the International Monetary Fund (IMF) and is intended for use in IMF courses. Any reuse requires the permission of the IMF.

Why Factor models?

- **Factor models** decompose the behaviour of a vector of economic variables (x_{it}) into a component driven by a few **unobservable factors** (f_t) that are common to all the variables but with specific effects on them (λ_i), and **idiosyncratic components** (ξ_{it}):

$$x_{it} = \lambda_i f_t + \xi_{it}$$
$$t = 1, \dots, T; i = 1, \dots, N$$

très apprécié (note globale de 4,7 sur 5), les participants le qualifiant de très instructif sur les sujets techniques, bien que, dans de nombreux cas, encore difficile à appréhender compte tenu des réglementations en vigueur dans de nombreux pays, qui accusent un retard par rapport aux progrès technologiques.

Le cours intitulé « Monnaies numériques de banque centrale : examen approfondi » (14-16 mars 2022) a été suivi par plus de 40 participants provenant de 26 banques centrales, dont neuf pays fragiles. Les participants ont fait preuve d'une grande implication, et les commentaires rédigés dans le questionnaire distribué après le cours ont été

exceptionnels. On peut notamment citer celui-ci : « Il s'agit du cours le plus intéressant, et de loin, auquel j'ai eu l'occasion de participer. Il m'a permis d'acquérir de nombreuses connaissances sur les monnaies numériques de banque centrale. » ou encore « Un cours très utile dans le cadre de mon activité de juriste, en particulier dans le contexte du lancement de l'eCedi au Ghana ». L'intervention du représentant de la Banque centrale du Nigéria, qui a été en mesure de partager de premières informations sur le travail de son institution dans le domaine des monnaies numériques de banque centrale, a complété de façon judicieuse les descriptions présentées dans les cours.

VUE D'ENSEMBLE DE LA FORMATION – SYNERGIES DE L'ASSISTANCE TECHNIQUE ET RENFORCEMENT DU DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS RELATIVES À LA SURVEILLANCE ET AUX PROGRAMMES DU FMI

L'objectif de tous les cours dispensés à l'IFA est d'enrichir le débat de politique publique dans les pays membres. Dans cette sous-section, nous présentons certaines des activités plus spécifiques axées sur des thématiques d'importance majeure dans les discussions sur les programmes et les activités de surveillance du FMI.

ATELIER D'APPRENTISSAGE PAR LES PAIRS SUR L'« EXPÉRIMENTATION DES SYSTÈMES DE PRÉVISION ET D'ANALYSE DANS LES BANQUES CENTRALES DE L'AFSS ».

Un système de prévision et d'analyse consiste en un ensemble d'outils et de processus connexes ayant vocation à donner une base d'analyse de la politique monétaire et à aider à la formulation d'une politique monétaire prospective. L'une des principales priorités de l'activité d'assistance technique du FMI au cours des dernières années a été de concevoir un système de prévision et d'analyse cohérent et bien organisé, destiné au recueil, au traitement et à l'analyse de données économiques, et visant tout particulièrement à fournir une analyse et à formuler des recommandations à l'intention des décideurs afin d'étayer leurs décisions en matière de politique monétaire. Organisé conjointement par l'IFA, l'IDC, le MCM, l'AFRITAC Sud et l'AFRITAC Est, l'atelier s'est déroulé sur cinq jours, du 10 au 14 janvier 2022. Il s'est appuyé sur une étude réalisée par le MCM, en collaboration avec l'IDC, intitulée « Bilan du développement des capacités du FMI en matière de prévision de la politique monétaire et de systèmes de prévision et d'analyse ». Les décideurs et les prévisionnistes œuvrant au sein des banques centrales de l'AfSS et les services du FMI (AFR, AFRITAC Est, AFRITAC Sud, IDC, IFA et MCM) ont échangé sur le développement des capacités assuré par le FMI sur les systèmes de prévision et d'analyse,

MPC meets six (6) times in a year...

At its Bi-Monthly MPC meeting, the Central Bank of Ghana evaluates macroeconomic conditions and risks to the inflation and growth outlook by considering:

Initial conditions (including nowcasts)	WEO & Global Monetary Policy Stance; Exchange rates	Real sector debts (CIEA; Business and Consumer Confidence Surveys etc.)	Balance of Payment debts	Fiscal debts	Monetary and financial debts	Financial stability reports (Banking sector, stress tests and credit conditions survey)	Macroeconomic outlook, baseline and alternative/risk scenarios
---	---	---	--------------------------	--------------	------------------------------	---	--

HIGH-LEVEL CONFERENCE
Modernizing Monetary Policy in Sub-Saharan Africa
 February 28-March 2, 2022

sur les enseignements qu'ils en ont tirés, sur les outils élaborés et sur les recommandations formulées pour éclairer la prise de décision en matière de politique monétaire. Des intervenants provenant de 18 banques centrales ont évoqué de façon approfondie les enjeux, les stratégies éprouvées et les avantages d'un système de prévision et d'analyse pour l'analyse de politique monétaire dans la région de l'AfSS. L'atelier a compté en moyenne 235 participants quotidiennement, qui ont indiqué dans une enquête réalisée à son issue qu'ils l'avaient trouvé « très utile » pour l'exercice de leurs fonctions (82 des répondants au sondage) et qu'ils seraient intéressés par un atelier similaire sur ce thème à l'avenir (94 %).

CONFÉRENCE DE HAUT NIVEAU SUR LA « MODERNISATION DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE EN AFSS ».

Cette conférence de haut niveau, qui complète l'atelier de recherche entre pairs sur l'expérimentation du système de prévision et d'analyse en AfSS, a été organisée conjointement par l'IFA, l'IDC, le MCM, l'AFRITAC Sud et l'AFRITAC Est. Elle a donné l'occasion à de hauts responsables de banques centrales de l'AfSS de se pencher sur les réformes monétaires mises en œuvre ces dernières années et sur les voies à suivre à l'avenir, en tirant

parti des expériences régionales et de travaux d'experts mondialement réputés dans le domaine de la politique monétaire. Figuraient parmi les participants les gouverneurs, les vice-gouverneurs, les membres des conseils d'administration et les chefs de département de 21 banques centrales de l'AfSS. En moyenne 168 participants ont assisté quotidiennement à cette conférence, au cours de laquelle 12 fonctionnaires de banques centrales de l'AfSS et trois de banques centrales de pays européens ont effectué des présentations. Le programme de travail a porté sur les difficultés rencontrées par les banques centrales de l'AfSS dans la réforme des cadres de politique monétaire, sur les expériences de transition vers des cadres de politique monétaire fondés sur les prix et sur le passage de régimes de change fixes à des régimes de change plus flexibles. M. Abebe Selassie, directeur de l'AFR, a ouvert la conférence en encourageant les gouverneurs à maintenir la dynamique réformatrice, qui a été bénéfique à toute la région. Le professeur John Taylor (de l'Université de Stanford) a effectué un discours d'introduction au cours duquel il a mis en garde les pays contre la tentation de recourir à des expédients, tels que le contrôle des capitaux, les dévaluations compétitives et autres régimes de change sous-optimaux, pour répondre

aux défis macroéconomiques. Il a également insisté sur la nécessité pour les banques centrales de mettre en œuvre des politiques fondées sur des règles, qui soient facilement compréhensibles par les marchés et complétées par des plans d'urgence. M. Tobias Adrian, directeur du MCM, a décrit l'évolution économique récente dans la région de l'AfSS et la manière dont la pandémie a accentué la volatilité des flux financiers, et donc, des taux de change de ces pays. Il a produit des données probantes empiriques et théoriques à l'appui de sa thèse, selon laquelle la flexibilité du taux de change est essentielle à la modernisation de la politique monétaire, et montré comment elle peut bénéficier aux pays de l'AfSS. Il a également présenté le nouveau cadre d'action intégré du FMI, un outil de politique économique fondé sur des règles, qui ne tient pas seulement compte de la politique de taux d'intérêt, constituant ainsi un instrument complémentaire pour atteindre l'objectif optimal d'un régime de ciblage de l'inflation, ce qui est particulièrement utile dans les pays connaissant des asymétries et des distorsions du taux change et qui ne disposent pas de marchés profonds, éléments susceptibles de réduire les répercussions du taux de change sur l'inflation. Les gouverneurs et d'autres hauts responsables des banques centrales de l'AfSS ont évoqué les enjeux relatifs à la réforme de la politique monétaire, en particulier le passage d'un régime de change fixe à un régime de change flexible. Ils ont aussi échangé sur des questions relatives à l'indépendance des banques centrales ainsi que sur la responsabilité, la communication et la transparence. Les discussions sur les nouveaux et futurs enjeux, auxquels font face les banques centrales, tels que l'incidence des monnaies numériques, des mégadonnées et d'autres innovations sur les cadres de politique monétaire, ainsi que leurs ripostes à la pandémie de COVID-19, étaient tout à la fois à propos et inspirantes, tandis que la séance sur les expériences de politique monétaire dans les pays de l'AfSS pendant la crise sanitaire a permis de tirer d'importants enseignements pour l'avenir. Elles ont toutes été animées par des responsables du

The screenshot shows a video conference with five participants: Zanna, Andrew Berg, Abdou Aziz Wane (ATI), Amgad Hegazy, and Martin Schindler. Below them is a presentation slide titled "Tools and Models for Macro frameworks" with four categories:

Accounting	Adaptive expectations semi-structural models	Forward-looking semi-structural models	Structural models
<ul style="list-style-type: none"> Manual judgement Some partial equilibrium relationships Traditional and simplified variants of "structural programming" 	<ul style="list-style-type: none"> Combination of single equations Backward-looking VECM/Trends and gaps 	<ul style="list-style-type: none"> New Keynesian Microfoundations Trends and gaps Flexible for forecasting and data analysis 	<ul style="list-style-type: none"> A fully structural DSGE model, with stock flow consistency, supply side, micro foundations
Most flexible approach	Mainly countries with gaps, or where MP not focus	IT and FP countries (inflation, FR, Germany, CA, Brazil)	Structural questions (policy rules, fiscal, supply side, etc.)
Near-term forecasting and nowcasting tools			

MCM et de l'IDC. La conférence a parfois donné lieu à des retours d'information informels. Il a notamment été demandé que ce type d'événement soit organisé plus régulièrement. Les retours d'information des participants, recueillis dans un questionnaire de l'AFRITAC Sud soumis à l'issue de la conférence, ont confirmé que l'atelier avait été un franc succès, 82 % des participants l'ayant trouvé « très utile » à l'exercice de leur fonction et 94 % se disant intéressés à l'idée de participer à l'avenir à un événement analogue sur la même thématique.

PRATIQUES D'ASSISTANCE TECHNIQUE DE L'IDC EN MATIÈRE DE CADRAGE MACROÉCONOMIQUE

En collaboration avec deux divisions de l'IDC – la division budgétaire et de l'analyse macroéconomique générale et la division monétaire et de la modélisation macroéconomique – l'IFA a organisé un séminaire en ligne de sensibilisation aux pratiques d'assistance technique les plus récentes de l'IDC en matière de cadrage macroéconomique. M. Andy Berg, directeur adjoint de l'IDC, a ouvert le séminaire en ligne en présentant le périmètre, les objectifs stratégiques et une vue d'ensemble du projet. Les nouvelles pratiques d'assistance technique s'inspirent des anciennes pratiques d'assistance technique du FMI en matière de prévision et d'analyse destinées aux banques centrales, de l'utilisation de la programmation financière par le FMI pour son propre compte, des efforts spontanés déployés au sein de départements régionaux (l'AFR, par exemple) pour aider leurs homologues dans les pays membres en matière de programmation financière, de l'assistance technique existante en matière de prévision des recettes et des unités macrobudgétaires (FAD) et d'une myriade d'outils de prévision et de modélisation

Inflation targeting is gaining ground, money targeting is losing (III)

As of April 30, 2020

Monetary Policy Framework

Exchange Rate Arrangements	Total	Exchange Rate Anchor (80)				Monetary Aggregate Target	Inflation Targeting	Other
		US dollar	Euro	Composite	Other			
	192	38	25	8	9	22	43	47
No separate legal tender } Hard Pegs	13	7	3		3			
Currency Board	11	8	2		1			
Conventional peg } Soft Pegs	41	14	18	2	5	1		1
Stabilized arrangement	23	5	2	2		5	4	5
Crawling peg	3	2		1				
Craw-like arrangement	23	2		1		7	4	9
Pegged exchange rate within horizontal bands	0							
Other managed arrangements	15			2		7		6
Floating	32					2	25	5
Free floating } No Pegs	31						10	21

Source: AREAER 2020

internes utilisés au sein de départements régionaux, du RES, du MCM et de l'IDC. Elles mettent l'accent sur les projections macroéconomiques, en appliquant une pratique systématique qui consiste à établir un ensemble d'outils et de modèles, qui vont guider différentes approches (des instruments les plus simples aux modèles plus avancés d'équilibre général, en fonction des besoins perçus et des capacités d'absorption des pays), et en tirant les enseignements de l'expérience de leur utilisation pour définir la politique à mener. Les services de la division budgétaire et de l'analyse macroéconomique générale ont présenté les approches les plus simples, uniquement fondées sur des modèles comptables et des modèles d'anticipations adaptatives, tandis que la division monétaire et de la modélisation macroéconomique a exposé les possibilités fondées sur des modèles semi-structurels et DSGE.

CIBLAGE DE L'INFLATION EN ANGOLA

La Banque nationale d'Angola bénéficie depuis peu d'une indépendance opérationnelle et a indiqué son intention de

faire du ciblage de l'inflation le nouveau cadre de politique monétaire du pays. Dans ce contexte, elle a demandé au MCM de lui apporter une assistance technique pour mettre en œuvre ce nouveau cadre. Dans le même temps, elle a également demandé à l'IDC d'organiser un séminaire en ligne sur le ciblage de l'inflation. L'événement, un bon exemple de synergies entre la formation, l'assistance technique ainsi que les activités de surveillance et de prêts, a duré deux jours, au cours desquels des membres de l'IFA ont présenté des données empiriques et les aspects conceptuels relatifs au ciblage de l'inflation, en s'appuyant sur le cours de politique monétaire de l'IDC. En outre, la division des opérations des banques centrales du MCM a évoqué les aspects pratiques et les conditions préalables à la mise en œuvre du ciblage de l'inflation et la division de la politique monétaire, du MCM également, a exposé les enseignements tirés de l'expérience internationale en la matière. Enfin, la Banque nationale d'Angola a décrit ses travaux de préparation concernant la transition prévue vers ce nouveau cadre. Toutes les séances ont été animées par le chef de mission du FMI en Angola.

COLLABORATION AVEC DES ORGANISMES DE FORMATION PARTENAIRES ET UTILISATION DES LOCAUX

Au cours de l'exercice 2022, l'IFA a poursuivi sa collaboration avec de nombreux organismes de formation partenaires. Comme évoqué dans les sections précédentes, l'IFA a collaboré à l'organisation d'activités de développement des capacités ou coopéré à la prestation de formations avec la SADC (cours de perfectionnement sur les diagnostics et la surveillance macroéconomiques ; section I.A), ONU-Femmes (cours sur l'égalité femmes-hommes et la macroéconomie), la Banque mondiale (les aspects macroéconomiques des changements climatiques ; section I.C) et d'autres institutions du FMI qui prodiguent un développement des capacités – le CEF

(le séminaire en ligne sur les enseignements à tirer des réussites en matière de diversification économique ; section I.B) et l'AFRITAC Sud-AFRITAC Est (atelier sur le système de prévision et d'analyse, et conférence de haut niveau sur la politique monétaire en AfSS ; section I.C), par exemple. Les services de l'IFA ont également participé à deux missions de développement des capacités organisées par l'AFRITAC Sud (sur la gestion des actifs et des passifs aux Seychelles et sur les cadres macrobudgétaires en Eswatini) et à un cours sur la programmation et les politiques financières à l'AFRITAC Ouest 2.

À partir du dernier trimestre de l'exercice 2020, les restrictions des interactions en présentiel imposées en raison de la pandémie ont rendu impossible l'utilisation des locaux de l'IFA, notamment par les organismes de formation partenaires. Toutefois, le fait que l'IFA et l'AFRITAC Sud partagent les mêmes bureaux à Maurice a facilité leur collaboration. La mobilisation des infrastructures informatiques de l'IFA et de son expertise en matière d'enseignement à distance a permis à l'AFRITAC Sud d'organiser 20 activités de formation (tableau 4).

**TABLEAU 4. IFA – UTILISATION (POUR L'ENSEIGNEMENT À DISTANCE)
DES LOCAUX DE L'IFA PAR SES PARTENAIRES DURANT L'EXERCICE 2022**

Intitulé du cours	Partenaire	Dates	Langues ¹	Nombre de participants	Part de femmes (en %)
La fin du soutien de l'État aux systèmes bancaires accordé dans le contexte de la pandémie de COVID-19	MCM	18 mai 2021	A/F/P	99	40
Principes de gestion de l'audit moderne – Partie 1		21 juin-2 juil. 2021	A	52	56
Principes de gestion de l'audit moderne – Partie 2		16-27 août 2021	A	56	66
Initiative de développement des capacités en matière de réglementation et de surveillance du cyber-risque à l'intention des pays membres de l'AFRITAC Sud	MCM	13-17 sept. 2021	A/F/P	80	25
Gestion des risques budgétaires et viabilité de la dette	IFA/FAD	13-22 sept. 2021	A/F/P	80	35
Établissement des indices des prix à la production (IPP)	STA	18-22 octobre 2021	A/F/P	28	43
Budgétisation fondée sur un programme	AFRITAC Ouest 2/ AFRITAC Est	25-29 octobre 2021	A/F/P	84	39
Risques budgétaires et chocs macroéconomiques	IFA/FAD	8-12 nov. 2021	A/F/P	51	33
La comptabilité nationale pour débutant	MEFMI/ AFRITAC Est	6-10 déc. 2021	A/F/P	39	41
Systèmes de prévision et d'analyse	IFA/ AFRITAC Sud/ AFRITAC Est	10-14 janv. 2022	A/F/P	434	-
Surveillance des flux monétaires : perspectives réglementaires et stratégies concernant les paiements numériques	MCM	27-28 janv. 2022	A/F/P	42	50
Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	IDC	21 févr.-4 mars 2022	A/F/P	13	23
Conférence de haut niveau : modernisation de la politique monétaire en Afrique subsaharienne	IFA/ AFRITAC Sud/ AFRITAC Est	28 févr.-2 mars 2022	A/F/P	80	20
Analyse et prévision modélisées de la politique monétaire (MPAFv)	MCM	21 mars-1er avril 2022	A/F/P	12	17
Développement financier et inclusion financière (FDI)	IDC	28 mars-1er avril 2022	A/F/P	21	24
Redéfinition des priorités en matière de dépenses en temps de pandémie de COVID-19 (deux modules de trois jours)	MEFMI	28 mars-1er avril 2022	A/F/P	45	47
Croissance inclusive	IDC	28 mars-8 avril 2022	A/F/P	24	38
PIB – Changement de base des comptes nationaux	STA	4-8 avril 2022	A/F/P	49	33
Séminaire régional sur la continuité des activités et sur la planification du redressement après une catastrophe		4-8 avril 2022	A/F/P	40	25
Informations et transparence budgétaires	FAD	11-13 avril 2022	A/F/P	29	31

Source : services de l'AFRITAC Sud.

¹La mention A/F/P désigne des cours dispensés en anglais avec interprétation vers le français et le portugais.

A

ACTIVITÉS DE LEVÉE DE FONDS MENÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2022

Après un arrêt total à la fin de l'exercice 2020 en raison de la crise sanitaire, l'IFA a repris en avril 2022 ses activités de levée de fonds en face à face. Les restrictions aux déplacements et le contexte économique difficile dans la région de l'AfSS ont entraîné la réduction des missions de sensibilisation effectuées par les responsables de l'IFA auprès des donateurs potentiels. Toutefois, l'IFA a pu reprendre ses activités de levée de fonds début avril 2022, et ses dirigeants se sont déplacés en Angola, au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Ghana, au Lesotho, au Mozambique, en République démocratique du Congo, en République du Congo, au Sénégal et au Togo.

Avant la reprise de la levée de fonds, les opérations du centre menées au titre de la phase II présentaient encore un écart de financement de plus 11 millions de dollars, après comptabilisation des

contributions du FMI, du pays d'accueil (Maurice), des partenaires au développement et de quelques pays membres de l'IFA. Les missions de sensibilisation et de mobilisation, qui ont consisté en des visites aux ministères des Finances et/ou aux banques centrales de pays membres, sont les premières d'une série de missions analogues que l'IFA a prévu d'effectuer au cours des prochains mois de l'exercice 2023 et au cours de l'exercice 2024. Elles ont pour objectif de présenter l'IFA et les services qu'il a fournis à chacun des pays visités, afin de mobiliser davantage de financements et de discuter d'une éventuelle collaboration. Dans le sillage des courriers de 2019 adressés aux membres de l'IFA et signés conjointement par les directeurs de l'IDC et de l'AFR, ces missions cherchent à élargir la liste des donateurs en soumettant des demandes de contribution sur mesure aux 40 membres de l'IFA qui n'ont pas

encore contribué à la phase II. Les efforts récents de levée de fonds portent leurs fruits ; ils ont conduit à de nouveaux engagements ou à la signature d'accords de contribution par neuf pays membres (Angola, Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Mozambique, République démocratique du Congo, République du Congo, Sénégal et Togo) d'un montant légèrement supérieur à 2 millions de dollars de nouveaux concours financiers potentiels, dont 200 000 dollars déjà décaissés par le Ghana. En outre, l'IFA communique activement avec les pays membres ayant signé un accord, mais dont les contributions restent en souffrance.

Lors de la phase III à venir, les contributions des pays membres, conjuguées au soutien financier des partenaires au développement, joueront un rôle important dans le maintien de la viabilité financière à long terme de l'IFA.

SECTION II

PROGRAMME
DE L'EXERCICE 2023

PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'EXERCICE 2023

Compte tenu de la progression des campagnes de vaccination sur l'ensemble de la planète, qui a amené de nombreux pays à supprimer ou à assouplir les restrictions aux déplacements instaurées en raison de la pandémie et à rouvrir leurs frontières, l'IFA a renoué avec ses activités en présentiel en juillet 2022. L'IFA a appliqué des protocoles sanitaires rigoureux pour préserver la santé et le bien-être de son personnel et des participants. En outre, il se dote actuellement de nouveaux équipements pour permettre au centre d'organiser plus efficacement des activités en format hybride (en présentiel/à distance).

Lors de l'exercice 2023, l'IFA prévoit de présenter 20 cours complètement à distance et 18 avec des composantes « en présentiel », notamment un cours au format hybride à distance/en présentiel, un cours mixte et 16 intégralement en présentiel. Le programme de travail de la formation s'inscrit toujours nettement dans le sillage de la stratégie 2018 du FMI en matière de développement des capacités (encadré 3). Le choix des cours s'est porté prioritairement i) sur ceux faisant l'objet d'une forte demande non satisfaite, ii) sur les nouvelles thématiques prioritaires du FMI, iii) sur ceux expliquant les mécanismes de transmission des chocs d'envergure et les mesures à

prendre pour remédier à leurs répercussions, et iv) sur les éventuelles grandes synergies avec l'assistance technique, la surveillance et les programmes du FMI dans la région de l'AfSS (tableau 5). L'IDC, le STA et le MCM assureront la majorité des cours (30) sur les 38 programmés pour l'exercice 2023 (tableau 5 du texte). La reprise des cours sur site mobilisant plus de ressources, le nombre total de cours dispensés diminuera et le volume d'activité du personnel administratif augmentera lors de l'exercice 2023 par rapport à l'exercice 2022. Voir discussion à l'encadré 5.

Le dosage de cours à distance et de cours en présentiel/en format hybride a fait l'objet d'un calibrage minutieux, et ce, afin de garantir que l'IFA continue de tirer parti des technologies d'enseignement à distance pour accroître son volume d'activité, tout en se conformant aux limites budgétaires prévues par son cahier des charges de formation. Cela permettra également à l'IFA de répondre à la demande considérable pour un coût marginal relativement moindre par participant, tout en reprenant en présentiel les cours pour lesquels les acquis d'apprentissage et la satisfaction générale des participants ont le plus diminué ou qui sont

trop techniques et nécessitent une interaction plus poussée, que la prestation à distance ne permet pas.

Les cours de l'IFA seront complétés par 18 activités de développement des capacités d'une autre nature (qui se tiendront pour la plupart à distance). Dans le prolongement de la stratégie fructueuse appliquée depuis la fin de l'exercice 2020, destinée à s'adapter aux restrictions liées à la pandémie, l'IFA poursuivra la diversification des modalités de prestation du développement des capacités en organisant des activités de développement des capacités autres que des cours (séminaires en ligne, conférences à distance, activités d'apprentissage par les pairs et activités de sensibilisation), qui permettront non seulement au centre de mobiliser un grand nombre de participants originaires de la région de l'AfSS, mais également d'inviter des experts et des universitaires mondialement réputés ainsi que des décideurs de haut niveau aux emplois du temps généralement chargés. Ces activités continueront de servir de baromètre de la demande de développement des capacités concernant les thématiques présentées et permettront aux anciens élèves de l'IFA de se familiariser avec les connaissances les plus avancées dans ces domaines (tableau 6).

ENCADRÉ 3. ADAPTER LES FORMATIONS DE L'IFA AUX PRIORITÉS DE L'AFRIQUE SUBSAHARIENNE EN MATIÈRE DE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS

Priorités du FMI en matière de renforcement des capacités en Afrique subsaharienne	Formations organisées par l'IFA pendant l'exercice 2023 ^a
Recouvrement des recettes intérieures, situations de fragilité, pays connaissant une diminution des recettes tirées des ressources naturelles et pays riches en ressources naturelles	Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles (MRC) et Diagnostics macroéconomiques (MDS)
Gestion des finances publiques, dont contrôles financiers, gestion des risques budgétaires (y compris ceux liés à des partenariats public-privé, des projets d'investissement publics et des entreprises publiques) et cadres budgétaires à moyen terme	Cadres budgétaires (FF), Risques budgétaires liés aux partenariats public-privé, aux entreprises publiques, aux changements climatiques et aux crises sanitaires, Viabilité budgétaire et risques budgétaires, Cadre de viabilité de la dette destiné aux pays à faible revenu (CVD PFR) et Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles (MRC)
Gestion de la dette, notamment enregistrement, analyse, diffusion et formulation de stratégies d'endettement pour garantir la viabilité de la dette et diversifier les sources d'emprunt	Viabilité budgétaire (FS), Problématique économique de l'intégration régionale (ERI), Viabilité de la dette et restructuration de la dette (DSDR), Outil d'analyse de la dynamique de la dette (DDT), Cadre de viabilité de la dette destiné aux pays à faible revenu (CDV PFR) et Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles (MRC)
Secteur financier, et plus particulièrement l'approfondissement financier et l'inclusion financière, le contrôle fondé sur les risques, la surveillance macrofinancière et les effets de contagion régionale, les cadres de politique monétaire et la stabilité du secteur financier	Politiques du secteur financier (FSP), Développement du marché des technologies financières et conséquences réglementaires, Développement financier et inclusion financière (FDFI), Questions générales sur la réglementation et la surveillance des technologies financières (SIFR), Éléments fondamentaux du contrôle bancaire (CBS), Restructuration et résolution des banques (BR), Analyse des politiques monétaire et budgétaire à l'aide de modèles DSGE (DSGE), Politique monétaire (MP), Cadres et opérations de politique monétaire (MPFO), Monnaies numériques de banque centrale : examen approfondi (CBDC), Infrastructures des marchés financiers : principes et pratiques (PFMI)
Gestion et statistiques macroéconomiques, et en particulier l'amélioration de l'établissement et de l'analyse des comptes nationaux, les statistiques des finances publiques, la balance des paiements, la position extérieure globale, les statistiques de la dette extérieure, les statistiques monétaires et financières, et la prévision macroéconomique	Programmation et politiques financières (FPP), DSGE, Prévisions immédiates, Aspects macroéconomiques des pandémies dans les pays à faible revenu et les pays émergents, Égalité femmes-hommes et macroéconomie (GM), Aspects macroéconomiques des changements climatiques (MCC), Prévisions et analyses macroéconomiques (MFA), Indicateurs de solidité financière (FSI), Statistiques monétaires et du secteur financier (MFS) (cours préliminaires et avancés), Statistiques de la dette extérieure, Cours mixte d'introduction sur les indicateurs à haute fréquence et les comptes nationaux trimestriels, Comptabilité nationale et Problématique économique de l'intégration régionale (ERI)
Organisations régionales, et en particulier les aspects opérationnels du processus d'intégration économique et monétaire	Problématique économique de l'intégration régionale (ERI)

^a Description des cours à l'annexe II.

Pour l'exercice 2023, le choix des cours, des séminaires en ligne et des activités d'apprentissage par les pairs, effectué en fonction de la demande, restera conforme aux priorités du FMI (aussi bien les thèmes macroéconomiques et financiers classiques relevant de la mission principale du FMI et les nouvelles priorités, telles que les prévisions immédiates, la gouvernance, les inégalités femmes-hommes, les changements climatiques, la transformation numérique et les pandémies) et complémentaire aux activités d'assistance

technique et de surveillance du FMI. Pour cette période, l'IFA prévoit 10 cours et cinq activités de développement des capacités d'une autre nature sur les nouvelles thématiques prioritaires du FMI (tableaux 5 et 6). Parmi ces nouveaux thèmes, le programme de travail proposé lors de cet exercice mettra l'accent sur la transformation numérique, à laquelle quatre cours seront consacrés. Le MCM et l'IDC assureront chacun deux cours sur les fintech et les monnaies numériques de banque centrale, qui traiteront des aspects relatifs aux cadres de surveillance

et aux cadres juridiques, des problèmes liés aux systèmes de paiement et de la relation avec la politique monétaire.

Lors de l'exercice 2023, l'IFA renforcera ses activités de développement des capacités auprès des pays membres, afin de les aider à affermir leur résilience macroéconomique face aux risques sanitaires et climatiques. À la faveur du recrutement du nouveau conseiller résident, il proposera un développement des capacités en matière d'analyse et de prévision macroéconomiques dans le contexte des

changements climatiques et des pandémies, notamment dans le domaine de la dynamique de la dette publique. Ce travail sera étroitement lié à la pratique d'assistance technique de l'IDC sur le cadrage macroéconomique et intégré à la stratégie du FMI en matière climatique et aux travaux de l'IDC sur les changements climatiques. Certains thèmes majeurs de politique publique – tels que l'insécurité alimentaire, le financement et la budgétisation liés au climat, les conséquences des changements climatiques sur les politiques monétaire et budgétaire, etc. – seront traités en étroite coordination avec les autres départements fonctionnels concernés. Le nouveau conseiller concourra à la prestation du programme de formation de l'IFA, en se consacrant à la formation dans un ou plusieurs pays sur les aspects macroéconomiques des changements climatiques et sur d'autres questions structurelles relatives au renforcement de la résilience macroéconomique. Il participera également à la formulation de la stratégie générale de l'IFA en matière de développement des capacités concernant les changements climatiques, sous la direction de l'IDC et en complément des autres axes de travail de développement des capacités dans les centres régionaux de renforcement des capacités du FMI en AfSS.

L'IFA va renforcer son action auprès des pays fragiles avec l'élaboration d'un projet pilote de développement des capacités à moyen terme à la Banque centrale de Madagascar⁴. Conformément à la nouvelle stratégie du FMI concernant les PFC, approuvée par le conseil d'administration en mars 2022, il va poursuivre son action visant à augmenter la participation des PFC à ses formations dispensées dans plusieurs pays. En outre, l'IFA examine la possibilité de leur proposer des formations adaptées à leur contexte.

En réponse à une demande de la Banque centrale de Madagascar, il a élaboré, en collaboration étroite avec l'AFR, l'IDC, le MCM et l'AFRITAC Sud, un projet pilote de développement des capacités prévoyant plusieurs missions, qui englobe l'assistance technique et des formations, afin de renforcer les capacités de la banque centrale et d'améliorer l'aptitude de son personnel à assurer ses principales missions. Entre autre, dans le sillage de la récente approbation de la stratégie du FMI relative aux PFC, l'IFA va continuer à échanger avec les coordinateurs de cours de l'IDC et les autres départements du FMI afin de mieux adapter les supports de cours au contexte particulier et aux capacités d'absorption des PFC.

L'IFA prévoit de continuer d'accroître le volume de ses activités d'assistance technique. Outre la collaboration en matière d'aide aux formations destinées aux projets d'assistance technique dirigés par l'AFS, il augmente ses capacités, notamment avec le recrutement de nouveaux conseillers résidents dotés d'une expérience professionnelle dans le domaine de la modélisation et des opérations du FMI, et ce, pour organiser et piloter des missions d'assistance technique appuyées par l'IDC sur le cadrage macroéconomique. Le dosage d'assistance technique et de services de formation de l'IFA dépendra de la demande. Toutefois, il est vraisemblable que la décision soit prise d'augmenter quelque peu l'assistance technique (avec les arbitrages que cela suppose concernant la formation) lors de l'établissement du programme de travail de formation pour l'exercice 2023.

Faute de personnel supplémentaire, la mise en œuvre complète du programme de l'exercice 2023 ne sera possible que si l'IFA fonctionne **au-dessus** de ses capacités administratives durant

cet exercice, à l'instar de l'exercice 2022. Compte tenu des capacités administratives actuelles (quatre responsables de programme et un responsable des services administratifs) et de la reprise des cours en présentiel et des cours en format hybride qui mobilisent plus de ressources, il ne sera pas possible de mettre en œuvre la totalité du programme (encadré 5). Il conviendrait donc soit de réduire le nombre des activités prévues soit de recruter du personnel administratif supplémentaire.

Afin de permettre au centre de continuer de répondre à la demande élevée en matière de développement des capacités et d'accroître le volume de ses activités, le comité d'orientation a approuvé i) le programme de travail de l'exercice 2023 et ii) le recrutement de personnel administratif supplémentaire à l'IFA.

L'augmentation de la prestation de cours en ligne a modifié les contraintes de capacités de l'IFA, le déficit de ressources humaines s'étant substitué au déficit de ressources matérielles (espaces de bureaux, salles de cours, équipement informatique et audiovisuel, entre autres). Alors qu'au cours de l'exercice 2021, la réaffectation de facto de collaborateurs aux fonctions administratives a permis à l'IFA de dispenser son programme de travail dans les limites de ses capacités, le centre a fonctionné au-dessus de ses capacités administratives pendant l'exercice 2022, malgré l'officialisation et l'entérinement par le comité d'orientation du reclassement de ces salariés. Lors de l'exercice 2023, le recrutement de personnel administratif supplémentaire contribuera à remédier à ces contraintes de ressources et permettra à l'IFA de continuer d'accroître ses opérations, tout en renouant avec ses activités en présentiel.

⁴ Madagascar n'est plus classé dans la catégorie des pays fragiles ou touchés par un conflit, mais l'était encore au début de la phase actuelle de l'IFA (phase II).

ENCADRÉ 4. STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS EN MATIÈRE DE CHANGEMENTS CLIMATIQUES DE L'IFA

En juillet 2022, dans le cadre de l'Initiative de développement des capacités de lutte contre la crise de la COVID-19 (CCCDI) et afin d'accompagner la mise en œuvre de sa stratégie dans ce domaine, l'IFA a recruté un nouveau conseiller résident en résilience macroéconomique face aux risques climatiques et sanitaires. La stratégie du centre a été élaborée pour épauler le déploiement de l'action et des prêts du FMI dans le domaine du climat, notamment au titre du nouveau fonds fiduciaire pour la résilience et la durabilité. Mise en œuvre en consultation avec l'IDC, le département d'appui, elle vise à aider les pays membres à intégrer les enjeux climatiques dans leurs cadres d'action et à améliorer leur capacité à mettre en place rapidement des politiques destinées à renforcer leur résilience. Elle prendra la forme d'activités de développement des capacités en matière d'analyse et de prévision macroéconomiques dans le contexte des changements climatiques et de la pandémie, en se focalisant notamment sur la dynamique de la dette publique.

La mission du nouveau conseiller résident en résilience macroéconomique sera étroitement liée à l'assistance technique de l'IDC consacrée aux cadres macroéconomiques. Elle sera également intégrée au travail d'autres départements du FMI (RES, SPR, FAD) sur les changements climatiques et les pandémies. Le conseiller résident assurera la coordination de la préparation et du déroulement des cours dispensés dans un ou plusieurs pays sur les thèmes des changements climatiques, de la macroéconomie en temps de pandémie et de la dette publique, entre autres. Il fournira également une assistance sur l'intégration de scénarios de risques climatiques et sanitaires dans les cadres macroéconomiques. Il aidera à recenser les besoins



en développement des capacités et à y répondre, en tenant compte des politiques économiques des différents pays ainsi que de leurs capacités d'analyse et de prévision macroéconomiques, et ce, dans le cadre de missions de formation et d'assistance technique, d'activités d'apprentissage par les pairs et d'autres formats de développement des capacités adaptés aux objectifs et caractéristiques des pays membres. Il interviendra seul ou avec les membres des services du FMI et/ou des experts recrutés par le FMI pour des missions de courte durée.

Le conseiller se coordonnera avec l'IDC afin de veiller à la cohérence avec les autres activités de développement des capacités du FMI. Il communiquera avec

l'IDC et les autres départements du FMI afin de garantir la complémentarité des différentes actions et d'éviter les doublons avec les activités de développement des capacités proposées aux pays membres par le siège du FMI et les conseillers résidents basés dans d'autres centres régionaux de développement des capacités. L'objectif est d'obtenir une cohérence et des synergies en matière de surveillance, là encore sous la supervision de l'IDC et en étroite coordination avec le directeur de l'IFA. Cela se traduira par des projets à moyen terme et des plans de travail sur 12 mois établis en collaboration avec les différentes parties prenantes, en particulier les équipes-pays de l'AFR du FMI.

A

FORMATIONS :

L'IFA prévoit de dispenser 38 cours au total, dont 20 intégralement à distance et 18 dans un format hybride (à distance/ sur site), complètement en présentiel ou dans un format mixte (tableau 5 du texte). Compte tenu du nombre moyen de candidats (131) et de participants (33) par cours lors des exercices 2020 à 2022, on s'attend à ce qu'environ 1 220 participants, avec un ratio d'inscription excédentaire de 4,0, assistent aux cours de l'IFA pendant l'exercice 2023. Comparativement à l'exercice 2022, ces chiffres rendent compte de la reprise des cours sur site qui mobilisent davantage de ressources, d'où une réduction du nombre total des cours (38 contre 44, soit une baisse de 16 %) ainsi que du nombre attendu de candidats et de participants (-15 % pour les deux), même si ces indicateurs restaient nettement supérieurs à leurs niveaux d'avant la pandémie. Le tableau 5 répertorie tous les cours prévus durant l'exercice 2023.

Trois grands critères ont présidé au choix des cours : i) la priorité accordée aux cours présentant les ratios de taux excédentaires les plus élevés (signe d'une plus grande demande non satisfaite pendant les exercices 2019 à 2022 – graphique 6), à condition que les résultats des sondages de satisfaction globale moyenne, lorsqu'ils sont disponibles, soient d'au moins 4,5 (sur 5) et que le nombre total de cours reste conforme aux dispositions budgétaires fixées dans le cahier des charges du programme de

TABLEAU 5 DU TEXTE. COURS DISPENSÉS PAR L'IFA DURANT LES EXERCICES 2021 À 2023, PAR DÉPARTEMENT DE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS

Département de développement des capacités	Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023 (prévus)		
			Total	À distance	En présentiel ¹
IDC	23	22 ²	17	7	10
AFR	2	1	1	0	1
FAD	2	3	3	2	1
LEG	2	3 ³	2	1	1
STA	6	6	7	5	2
MCM	2	6	6	4	2
FIN	0	1	1	0	1
SPR	1	2 ⁴	1	1	0
RES	0	0 ⁵	0	0	0
Total	38	44	38	20	18

Source : services de l'IFA.

¹ Cela comprend des cours exclusivement en présentiel, hybrides (à distance et en présentiel) et mixtes.

² Deux cours de l'IDC étaient à l'origine prévus pour être des cours de l'AFR.

³ Le LEG a collaboré avec le FAD à la conception du cours intitulé « Renforcement des institutions en vue de lutter contre la corruption en Afrique ».

⁴ Le cours intitulé « Cadre de viabilité de la dette pour les pays à faible revenu » a été divisé en deux sessions, afin de traiter distinctement l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale.

⁵ Le cours intitulé « Aspects macroéconomiques des changements climatiques » a été réaffecté au FAD et dispensé conjointement avec le RES.

l'IFA ; ii) la demande concernant de nouvelles thématiques prioritaires (prévisions immédiates, inégalités femmes-hommes, pandémie, changements climatiques, transformation numérique et gouvernance ; et iii) les cours sur des thèmes soit qui sont essentiels à la compréhension des mécanismes de transmission de chocs de grande envergure et des modalités du renforcement de la résilience pour y faire face (choc de la COVID-19,

par exemple) et à la formulation d'une riposte appropriée pour garantir la stabilité macroéconomique et financière (modèle DSGE, politique monétaire, risques budgétaires, programmation et politiques financières, par exemple), soit qui présentent d'éventuelles synergies notables avec le développement des capacités du FMI prodigué dans la région par les départements de développement des capacités ou les AFRITAC (Cours de

TABLEAU 5. IFA – PROGRAMME DES COURS ENVISAGÉS POUR L'EXERCICE 2023

Cours	Dates envisagées	Langues	En présentiel/à distance
INSTITUT POUR LE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS (IDC)			
Cadres budgétaires	13-24 juin 2022	A/F/P	À distance
Programmation et politiques financières	4-15 juil. 2022	A/F/P	En présentiel
Diagnostics macroéconomiques	25 juil.-5 août 2022	A/F/P	En présentiel
Aspects macroéconomiques des pandémies dans les pays à faible revenu et les pays émergents	27 juil.-5 juil. 2022	A/F/P	À distance
Prévisions et analyses macroéconomiques	5-16 sept. 2022	A/F/P	En présentiel
Politiques relatives au secteur financier (deux cours d'une semaine)	3-14 oct. 2022	A/F/P	À distance
Problématique économique de l'intégration régionale	31 oct.-11 nov. 2022	A/F/P	À distance
Politique monétaire	7-18 nov. 2022	A/F/P	En présentiel
Analyse des politiques monétaires et budgétaires à l'aide des modèles DSGE	14-25 nov. 2022	A/F/P	En présentiel
Aspects macroéconomiques des changements climatiques	28 nov.-9 déc. 2022	A/F/P	À distance
Développement financier et inclusion financière (cours financé par le Centre de développement des capacités Chine-FMI)	9-27 janv. 2023	A/F	Mixte
Égalité femmes-hommes et macroéconomie	30 janv.-3 févr. 2023	A/F/P	En présentiel
Croissance inclusive	6-17 févr. 2023	A/F/P	En présentiel
Développement du marché des technologies financières et conséquences réglementaires	27 févr.-3 mars 2023	A/F/P	À distance
Prévisions immédiates	27 févr.-3 mars 2023	A/F/P	En présentiel
Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	27 févr.-10 mars 2023	A/F/P	En présentiel
Monnaies numériques de banque centrale	17-21 avril 2023	A/F/P	En présentiel
Département Afrique (AFR)			
Examens de la situation économique par les pairs dans la SADC – Cours de remise à niveau sur la surveillance	14-18 nov. 2022	A/F/P	Format hybride
Département des finances publiques (FAD)			
Viabilité budgétaire et risques budgétaires	À déterminer	A/F/P	À distance
Risques budgétaires liés aux partenariats public-privé, aux entreprises publiques, aux changements climatiques et aux crises sanitaires	À déterminer	A/F/P	En présentiel
Renforcer les institutions pour lutter contre la corruption en Afrique	13-20 mars 2023	A/F/P	À distance
Département juridique (LEG)			
Viabilité de la dette et restructuration de la dette	16-20 janvier 2023	A/F/P	En présentiel
Aspects juridiques des institutions financières internationales	6-10 mars 2023	A/F/P	À distance
Département des statistiques (STA)			
Statistiques de la dette extérieure	23-27 mai 2022	A/F/P	À distance
Statistiques des comptes nationaux	11-22 juil. 2022	A	À distance
Statistiques monétaires et financières (cours d'introduction en français)	5-16 déc. 2022	F	En présentiel
Indicateurs de solidité financière	6-17 févr. 2023	A/F/P	En présentiel
Statistiques monétaires et financières (cours avancé)	13-24 févr. 2023	A/F/P	À distance
Cours mixte d'introduction sur les indicateurs à haute fréquence et les comptes nationaux trimestriels	6-17 mars 2023	A/F/P	À distance
Approche bilancielle	20-24 mars 2023	A/F/P	À distance
Département des marchés monétaires et de capitaux (MCM)			
Cadres et opérations de politique monétaire	16 janv.-3 févr. 2023	A/F/P	À distance/mixte
Questions générales relatives à la réglementation et à la surveillance des technologies financières	5-9 déc. 2022	A/F/P	En présentiel
Éléments fondamentaux du contrôle bancaire	9-20 janv. 2023	A/F/P	En présentiel

TABLEAU 5. (SUITE)

Cours	Dates envisagées	Langues	En présentiel/à distance
Monnaies numériques de banque centrale : examen approfondi	23-25 janv. 2023	A/F/P	À distance
Infrastructures des marchés financiers : principes et pratiques	6-10 févr. 2023	A/F/P	À distance
Restructuration et résolution des banques	27-31 mars 2023	A/F/P	À distance
Département financier (FIN)			
Évaluation des dispositifs de sauvegarde des banques centrales	20-24 févr. 2023	A/F/P	En présentiel
Département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation (SPR)			
Cadre de viabilité de la dette pour les pays à faible revenu	26-30 sept. 2022	F	À distance

Source : services de l'IFA.

remise à niveau sur la surveillance dispensé aux pays de la SADC, cadres et opérations de politique monétaire, sauvegardes et tous les cours assurés par le STA, par exemple – voir tableau 5).

Le choix des cours dispensés dans un format hybride (à distance/sur site) s'est fondé sur une évaluation soignée des effets délétères de l'enseignement à distance sur l'efficacité des activités de formation, mesurée par la variation des acquis d'apprentissage basée sur les résultats aux examens avant et après les cours. Plus précisément, les cours des exercices 2018-19 et 2020-22, qui ont présenté la baisse la plus sensible des acquis d'apprentissage, seront désormais dispensés soit dans un format hybride soit en présentiel. Le panachage de cours à distance et de cours hybrides/en présentiel permettra à l'IFA de réaliser des économies du fait du moindre coût de la formation à distance et de tirer pleinement parti de l'enseignement sur site, qui se caractérise par des interactions plus poussées et par son efficacité.

À l'instar de l'exercice 2022, l'IDC, le STA et le MCM resteront les départements de développement des capacités les plus actifs à l'IFA lors de l'exercice 2023 (tableau 5 du texte). Outre son offre de cours habituelle, l'IDC assure de nouveau ses cours sur l'analyse et la prévision macroéconométriques et sur les prévisions immédiates, respectivement pour la deuxième et troisième année consécutive. S'agissant des nouvelles thématiques prioritaires, il présentera les cours intitulés « Égalité femmes-hommes et macroéconomie », « Aspects macroéconomiques

des pandémies », « Aspects macroéconomiques des changements climatiques » et deux nouveaux cours sur la transformation numérique, intitulés « Développement du marché des technologies financières et conséquences réglementaires » et « Monnaies numériques de banque centrale ». Le STA se charge de quatre cours déjà dispensés durant l'exercice 2022 et ajoute un cours mixte d'introduction sur les indicateurs à haute fréquence et les comptes nationaux trimestriels, un cours avancé sur les statistiques monétaires et financières (en plus de la version pour débutant) et un cours mixte sur les systèmes de comptabilité nationale.

Le MCM assure de nouveau les six cours dispensés avec succès à l'IFA pendant l'exercice 2022, notamment les deux cours sur la transformation numérique : « Monnaies numériques de banque centrale : examen approfondi » et « Questions générales sur la réglementation et la surveillance des technologies financières ». La conjonction de ces deux cours et de deux autres traitant du même sujet, qui seront assurés par l'IDC, renforce nettement l'offre de l'IFA sur le thème de la transformation numérique durant l'exercice 2023 (d'autant plus si l'on tient compte des autres formations sur les mégadonnées, telles que les prévisions immédiates et les indicateurs à haute fréquence, qui sont complémentaires).

Les départements FAD et LEG continueront d'apporter une solide contribution à l'IFA durant l'exercice 2023, en assurant un total de cinq cours et en collaborant à un cours sur la gouvernance, l'une des

nouvelles thématiques. Le FAD se charge de deux cours sur le renforcement de la résilience face aux risques budgétaires, intitulé « Risques budgétaires liés aux partenariats public-privé, aux entreprises publiques, aux changements climatiques et aux crises sanitaires » et « Viabilité budgétaire et risques budgétaires ». Le LEG propose quant à lui un cours intitulé « Aspects juridiques des institutions financières internationales », en collaboration avec la Banque mondiale et la Banque africaine de développement et, à la suite du bon accueil dont il a bénéficié lors de l'exercice 2022, le cours intitulé « Viabilité de la dette et la restructuration de la dette ». Ces deux départements dispenseront conjointement le cours intitulé « Renforcement des institutions pour lutter contre la corruption en Afrique » pour la seconde année consécutive.

Pendant l'exercice 2023, **les départements SPR, FIN et AFR assurent chacun un cours à l'IFA, leurs formations étant axées sur les synergies manifestes entre le développement des capacités et/ou la surveillance et les programmes du FMI** dans la région de l'AfSS. Ces trois cours – « Cadre de viabilité de la dette pour les pays à faible revenu » (SPR), « Évaluations des dispositifs de sauvegarde des banques centrales » (FIN) et « Cours de remise à niveau sur la surveillance dispensé aux pays de la SADC » (AFR) – offrent une analyse et des concepts généraux utiles aux projets de développement des capacités en cours, par exemple au cadrage budgétaire à moyen terme ainsi qu'aux missions de surveillance et d'application des programmes.

GRAPHIQUE 6 : RATIO CANDIDATS/PARTICIPANTS AUX COURS DE L'IFA, EXERCICES 2019 À 2022



Source : services de l'IFA.

SÉMINAIRES EN LIGNE, CONFÉRENCES ET APPRENTISSAGE PAR LES PAIRS

L'IFA continuera à tirer parti des technologies de communication à distance pour organiser des séminaires en ligne, des conférences et des ateliers ainsi que des activités de sensibilisation et d'apprentissage par les pairs. Ces activités autres que les cours constituent un moyen efficace pour l'IFA de diversifier ses modalités de prestation de développement des capacités, de mobiliser un public plus nombreux sur des thèmes spécifiques (ce qui est utile pour évaluer la demande de futures formations), de compléter les formations et l'assistance technique, et de contribuer à leur prestation, ainsi que de bénéficier des compétences d'experts et d'universitaires mondialement réputés, qui ne peuvent pas se déplacer sur site ou pour des périodes prolongées. Le tableau 6 répertorie toutes les activités de développement des capacités, hors cours, prévues au cours de l'exercice 2023.

Pendant l'exercice 2023, l'IFA organise 17 activités de développement des capacités, hors cours (contre 24 lors de l'exercice 2021 et 25 lors de l'exercice 2022 ; tableau 6 du texte). Cette diminution s'explique par la reprise des formations en présentiel, qui mobilisent davantage de ressources. Les activités de développement des capacités autres que les cours comprendront sept séminaires en ligne, six activités d'apprentissage par les pairs et de recherche entre pairs, notamment dans le cadre de la série P2PRS, et quatre

TABLEAU 6 DU TEXTE. IFA – SÉMINAIRES EN LIGNE, APPRENTISSAGE PAR LES PAIRS ET ACTIVITÉS DE SENSIBILISATION DURANT LES EXERCICES 2021 À 2023, PAR DÉPARTEMENT DE DÉVELOPPEMENT DES CAPACITÉS

Département de développement des capacités	Exercice 2021	Exercice 2022	Exercice 2023
IDC	5	7 ^{/1}	2
AFR	14	10	9
FAD	1	1	1
LEG	1	0	2
STA	3	2	0
MCM	0	3 ^{/1}	1
FIN	0	0	0
SPR	0	0	0
RES	0	2	2
Total	24	25	17
Dont :			
Séminaires en ligne	11	14	7
Apprentissage par les pairs	10	6	6
Formations sur mesure	0	0	0
Activités de sensibilisation	3	5	4

Source : services de l'IFA.

^{/1} Un atelier de travail et une conférence de haut niveau sur la politique monétaire en Afrique subsaharienne ont été organisés par le MCM et l'IDC, en collaboration avec l'AFRITAC Est et l'AFRITAC Sud

activités de sensibilisation, en particulier une présentation des PER pour l'AfSS et deux présentations des PEM.

AFR et IDC. L'AFR, en qualité d'organisateur de la série de séminaires P2PRS, présentera les PER pour l'AfSS et concourra

à l'organisation de la plupart des événements, tandis que l'IDC organisera la réunion du comité d'orientation de l'IFA et une conférence à distance qui complètera le cours sur les aspects macroéconomiques des pandémies, renouvelant ainsi la stratégie fructueuse mise en œuvre lors

TABLEAU 6 : IFA – CONFÉRENCES ET ATELIERS À DISTANCE PRÉVUS DURANT L'EXERCICE 2023

Département	Activité	Dates
Institut pour le développement des capacités (IDC)	Réunion du comité d'orientation	8 juin 2022
	Conférence à distance sur les aspects macroéconomiques des pandémies	6 juil. 2022
Département Afrique (AFR)	Article IV (Maurice) – Présentation et conférence de presse	10 mai 2022
	Activité de sensibilisation aux PER	À déterminer
	Série de séminaires de recherche entre pairs – Guinée	À déterminer
	Série de séminaires de recherche entre pairs (cinq autres activités)	À déterminer (une activité prévue pour le 19 oct. 2022)
Département des finances publiques (FAD)	Conférence de haut niveau sur la promotion de la bonne gouvernance – Botswana	13-14 juin 2022
	Comment obtenir une croissance inclusive – publication de l'ouvrage	22 juin 2022
Département juridique (LEG)	Atelier sur les bénéficiaires effectifs – FMI/EUGF	13-14 juil. 2022
	Note de la série sur la pandémie de COVID-19 : Concevoir des cadres budgétaires sensibles au genre	À déterminer
Département des études (RES)	PEM du printemps 2022	11 mai 2022
	PEM d'automne 2022	À déterminer
Département des marchés monétaires et de capitaux (MCM)	Gestion du risque et politique d'investissement des réserves de change	À déterminer

Source : services de l'IFA.

de l'exercice 2022, qui a consisté à conjuguer des formations et des présentations dispensées par des universitaires réputés et en pointe sur cette thématique.

Le RES assurera deux séances de sensibilisation sur la diffusion des PEM, tandis que le FAD et le MCM organiseront chacun un séminaire en ligne. Les thèmes traités porteront sur des chapitres analytiques des PEM, sur la publication d'un ouvrage sur la croissance inclusive (FAD) et sur la gestion du risque appliquée à la politique des banques centrales en matière d'investissement de leurs réserves de change (MCM).

Le LEG contribuera à deux activités de développement des capacités, hors cours, sur des questions de gouvernance et à une autre sur la budgétisation sensible au genre. Les activités de développement des capacités sur la gouvernance se déclineront sous la forme

d'un séminaire en ligne sur des questions générales sur la gouvernance et la corruption, et d'un atelier, organisé en collaboration avec la Facilité globale de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme de l'Union européenne, qui portera sur les enjeux opérationnels liés à la mise en œuvre effective des registres de bénéficiaires, sur les questions pratiques et habituelles, auxquelles doivent répondre les pays appliquant ces registres, sur les outils visant à améliorer les cadres de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme et sur les mesures destinées à favoriser une bonne gouvernance et à lutter contre la corruption.

Dans la configuration actuelle des services administratifs, le plan de travail adopté fera fonctionner l'IFA nettement au-dessus de ses capacités administratives pour la seconde année consécutive.

L'encadré 5 ci-après montre que, compte tenu des quatre responsables de programme en poste et de la demande faite par le responsable des services administratifs de consacrer une partie de son temps de travail aux activités de développement des capacités, afin de mettre œuvre un programme de travail fondé sur les cours et les autres activités décrites aux sections III.A et III.B, le personnel de l'IFA travaillerait l'équivalent de 62,6 semaines par exercice et par salarié, ce qui dépasse largement la limite de 47 semaines par exercice et par salarié de travail à plein temps (sans tenir compte des congés). L'encadré 5 montre également que le recrutement de personnel administratif supplémentaire (dans les limites des contraintes de ressources fixées par le comité d'orientation de l'IFA) permettra à l'IFA de continuer à augmenter le nombre de cours et de participants.

ENCADRÉ 5. AUGMENTATION DES CAPACITÉS ADMINISTRATIVES EN VUE D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS PLUS AMBITIEUX DE L'IFA

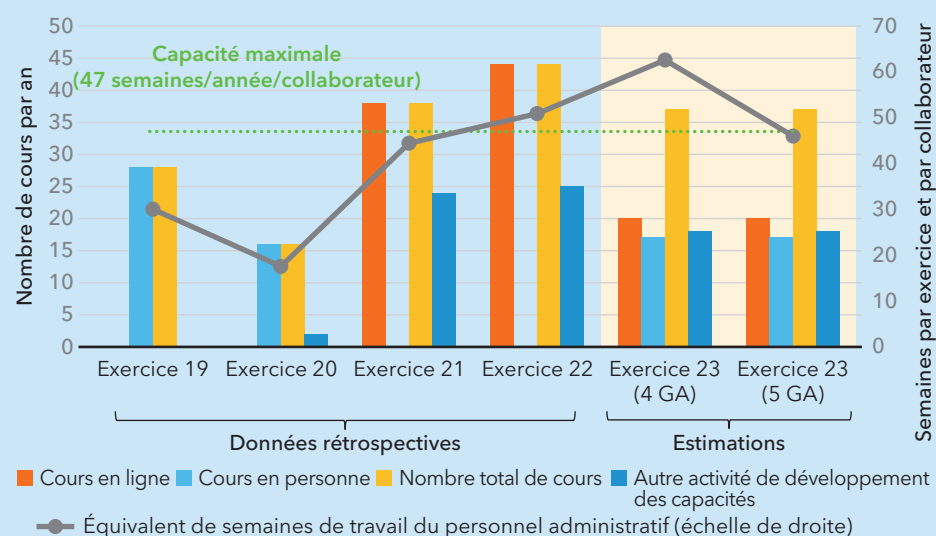
L'IFA a fonctionné pratiquement au maximum de ses capacités au cours de l'exercice 2021 et au-dessus de ses capacités pendant l'exercice 2022 (graphique 7). Après une brève interruption lors de l'exercice 2020 en raison de la survenue de la pandémie de COVID-19, l'IFA s'est de nouveau attelé à augmenter le volume de ses activités au cours de l'exercice 2021. L'unique raison pour laquelle il n'a pas fonctionné au-dessus de ses capacités administratives durant cet exercice budgétaire tient au reclassement interne d'un salarié au poste de gestionnaire administratif (GA), un changement officialisé par la suite par le comité d'orientation, qui a rendu ce reclassement permanent. Durant l'exercice 2022, malgré la pleine intégration de ce GA supplémentaire à l'équipe administrative de l'IFA et une réduction du nombre des cours prévus dans le programme de travail pour cet exercice, entériné par le comité d'orientation, la progression des activités de développement des capacités a encore accéléré (tableaux 5 et 6), d'où le fonctionnement du centre au-dessus de ses capacités administratives.

Le graphique 7 présente des estimations de l'utilisation des capacités administratives au cours des exercices 2019 à 2022 **en faisant l'hypothèse** de la présence de quatre GA en poste et de l'affectation partielle du responsable des services administratifs à la gestion des activités de développement des capacités. Il expose également des simulations pour l'exercice 2023. L'hypothèse d'une équipe administrative composée de quatre GA suppose, par exemple, que le point de données pour l'exercice 2019 constitue une estimation contrefactuelle, sachant que l'IFA n'avait que trois GA à cette époque (cela ne sous-entend donc pas que l'IFA travaillait bien en deçà de ses capacités administratives). On notera également que le graphique 7 porte *seulement* sur les capacités administratives et ne prend pas en compte les capacités physiques – au cours de l'exercice 2019, dans le contexte d'avant la pandémie où l'intégralité de la prestation de développement des capacités s'effectuait en présentiel, le principal problème de l'IFA en matière de ressources était l'insuffisance de capacités physiques (nombre de classes, cabines d'interprétation, équipement, etc.). S'agissant de l'exercice 2023, le graphique 7 présente des simulations de l'utilisation des capacités administratives dans le cadre du programme de travail proposé avec quatre et cinq GA en poste. La ligne rouge en pointillé indique l'utilisation maximale des capacités des services administratifs pour une charge de travail de 47 semaines par an et par collaborateur en moyenne. Les points au-dessus (en dessous) indiquent la surutilisation (sous-utilisation) des capacités administratives.

Au regard du graphique 7, il est évident que le programme de l'IFA proposé pour l'exercice 2023 – tel qu'il est présenté aux tableaux 5 et 6 et aux tableaux 5 et 6 du texte – ne peut être mis en œuvre que si le centre fonctionne nettement *au-dessus* de ses capacités administratives maximales, ce qui n'est pas soutenable. Au cours de l'exercice 2021, l'IFA a rapidement réaffecté l'ensemble de ses capacités administratives inemployées – en raison des effets des restrictions au déplacement imposées dans le contexte de la crise sanitaire – à la prestation de ses formations durant l'exercice 2020, atteignant ainsi 44,4 semaines de charge de travail par an et par collaborateur. Pendant l'exercice 2022, comme indiqué précédemment, l'IFA a dépassé ses capacités administratives maximales, avec une charge de travail par collaborateur atteignant 50,9 semaines. Lors de l'exercice 2023, *avec les quatre GA actuellement en poste*, l'utilisation des capacités ressortirait à 62,6 semaines par collaborateur, ce qui est impossible à atteindre. Dans ces conditions, il conviendrait d'alléger le programme de travail prévu pour l'exercice 2023.

Toutefois, le graphique 7 montre également que le recrutement d'un cinquième responsable administratif permettra de mettre en œuvre le programme de travail prévu pour l'exercice 2023, tout en restant dans les limites des capacités. Grâce à ce recrutement, qui a été approuvé par le comité d'orientation, la charge de travail s'établira à 46 semaines par an et par collaborateur, ce qui laissera peu de marge pour augmenter suffisamment le volume d'activité en vue d'atteindre l'objectif à moyen terme de l'IFA, à savoir répondre à l'ensemble de la demande non satisfaite dans la région de l'AfSS. Il conviendra donc de recruter davantage de personnel administratif.

GRAPHIQUE 7 : UTILISATION DES CAPACITÉS ADMINISTRATIVES DE L'IFA (EXERCICES 2019-23) (ÉQUIVALENT DE SEMAINES DE TRAVAIL PAR EXERCICE ET PAR COLLABORATEUR)



Source : services de l'IFA.

COLLABORATION AVEC LES AFRITAC ET LES AUTRES ORGANISMES PARTENAIRES DE FORMATION

L'IFA poursuivra sa collaboration avec les AFRITAC et d'autres organismes partenaires de formation, qui opèrent ou non dans le giron du FMI. Il continuera à collaborer avec l'Institut multilatéral de Vienne, le CEF, l'Institut régional de Singapour et d'autres centres régionaux de formation du FMI. Les économistes de l'IFA s'efforceront de participer aux missions de formation et d'assistance technique de l'AFRITAC Sud et continueront de chercher à nouer des partenariats, notamment avec la Banque centrale de la République d'Afrique du Sud, la Banque africaine de développement, la Banque mondiale et l'ONU, en vue d'organiser conjointement des activités de développement des capacités. La collaboration avec ONU-Femmes et l'AFR, qui est essentielle à la préparation du cours sur les aspects macroéconomiques des disparités femmes-hommes, se poursuivra pendant l'exercice 2023 dans le cadre de la présentation de ce cours.

L'IFA va renouveler sa collaboration avec les départements du FMI concernant les nouvelles thématiques prioritaires. La stratégie de développement des capacités à moyen terme visant à généraliser les prévisions immédiates et l'utilisation des indicateurs à haute fréquence continuera de nécessiter une collaboration avec l'AFR, l'IDC, le département des

technologies de l'information du FMI et le STA. L'IFA continuera également de travailler avec le LEG à la conception de supports de développement des capacités ayant trait aux questions de gouvernance et de corruption ainsi qu'à la viabilité et la restructuration de la dette (tableaux 5 et 6) En outre, la collaboration avec l'AFR sur les aspects macroéconomiques des disparités femmes-hommes et sur l'organisation de la série de séminaires P2PRS continuera durant l'exercice 2023. Par ailleurs, l'IFA poursuivra ses consultations avec des organismes de formation partenaires, notamment en interne auprès des départements du FMI chargés de l'assistance technique, en vue d'une collaboration pour dispenser des cours.

Ses installations d'enseignement à distance et (si les conditions sanitaires le permettent) ses installations physiques seront utilisées par les organismes de formation partenaires, afin de mieux intégrer la formation à l'assistance technique. Le tableau 7 donne une vue d'ensemble des cours, séminaires et ateliers qui seront organisés par les AFRITAC dans les locaux de l'IFA. En raison des restrictions aux déplacements et du passage à des formations entièrement à distance, cette collaboration portera avant tout sur l'utilisation des logiciels de visioconférence et

sur le soutien logistique de l'IFA, notamment dans les domaines informatique, linguistique (interprétation) et administratif.

Au-delà de l'exercice 2023, l'IFA continuera, conformément aux instructions du comité d'orientation, d'augmenter le volume de ses activités pour être en mesure de répondre à la demande non satisfaite de formation en AfSS. Le centre continuera, également selon les vœux du comité d'orientation, de conjuguer les différentes modalités de prestation des cours (en présentiel, à distance et dans un format mixte), afin d'augmenter ses activités pour un coût marginal relativement moindre et pour préserver les bénéfices de l'apprentissage et du réseau de pairs engendrés par les activités sur site, s'agissant notamment des cours qui nécessitent une interaction plus poussée avec les participants du fait de leur complexité et/ou des aspects pratiques des supports. Si les politiques macroéconomiques et financières traditionnelles resteront au cœur de son offre de formation, le centre continuera de mettre plus en avant les nouvelles thématiques prioritaires de développement des capacités relatives aux risques climatiques et sanitaires, aux inégalités femmes-hommes et aux inégalités de revenus, à la transformation numérique et à la gouvernance.

TABLEAU 7. UTILISATION DES LOCAUX DE L'IFA PAR LES ORGANISMES DE FORMATION PARTENAIRE AU COURS DE L'EXERCICE 2023

Intitulé du cours	Partenaires	Dates	Langues	En présentiel/à distance/hybride
Principes fondamentaux d'une bonne communication des banques centrales	AFS/AFE/AFRW2	13-15 juin 2022	A	À distance
Conférence de haut niveau sur la gouvernance d'entreprise	IFA/AFRW/AFRW2/ AFC/AFE	13-14 juin 2022	A/F/P	Format hybride
Modernisation de la communication des banques centrales	AFE/AFS/AFRW2	20-22 juin 2022	A	À distance
Cybersécurité - Atelier sur la surveillance	MCM	27 juin-1 ^{er} juil. 2022	A	En présentiel
Développement des indices des prix à la production – services		27 juin-1 ^{er} juil. 2022	A/F/P	À distance
OT22.309V – Prévisions immédiates	IFA	19-30 sept. 22	A/F/P	À distance
Gouvernance d'entreprise	MCM	26-30 sept. 22	A/F/P	À distance
Analyse des risques climatiques	MCM	3 oct. 2022	A/F/P	À distance
Atelier sur la viabilité budgétaire à long terme et le risque budgétaire lié aux changements climatiques	FAD en collaboration avec l'AFS/AFE/IFA	17-21 oct. 2022	A/F/P	En présentiel
Séminaires en ligne sur les monnaies numériques : trouver un équilibre entre innovation et réglementation dans un secteur de rupture	AFE/AFRW2	24-28 oct. 2022	A/F/P	Format hybride [Afrique du Sud]
Normes internationales d'information financière 17 (IFRS 17)	MCM	24 oct.-4 nov. 2022	A/F/P	À distance
Monnaies numériques de banque centrale	IDC	7-11 nov. 2022	A	En présentiel
Développement des marchés : principes de base et avancés	AFS/ AFE/ AFRW2	14-18 nov. 2022	A/F/P	À distance
Atelier sur les risques budgétaires et la viabilité de la dette	FAD en collaboration avec l'AFS/AFE/IFA	14-18 nov. 2022	A/F/P	En présentiel [Afrique du Sud]
Secteur réel – comptabilité nationale (NAC)	AFR	21-25 nov. 2022	A/F/P	En présentiel [Afrique du Sud]
Formation d'introduction destinée aux débutants	Ministère des Finances et du Développement économique [Maurice]	12-16 déc. 2022	A/F/P	En présentiel
Mission d'assistance technique – Atelier sur la gestion de l'investissement public	Ministère des Finances et du Développement économique [Maurice]	6-10 févr. 2023	A/F/P	En présentiel
Séminaire en ligne sur la cybersécurité - rédaction du manuel d'examen	MCM	13-17 févr. 2023	A	À distance
Secteur réel – Prix – PRC	AFR	27 févr.-3 mars 2023	A/F/P	En présentiel
Mise en œuvre des solutions de GovTech pour améliorer la gestion des finances publiques	FAD	7-10 mars 2023	A/F/P	Format hybride
Paiements transfrontaliers à l'époque des paiements numériques	MCM	13-17 mars 2023	A/F/P	À distance
Développement financier et inclusion financière	IDC/AFS	20-31 mars 2023	A	
Séminaire sur les pensions livrées	AFE/AFS/AFRW2	20-24 mars 2023	A/F/P	À distance
Renforcement de la transparence et de la responsabilisé dans le secteur public en adoptant les normes comptables internationales du secteur public (IPSAS)	FAD	10-14 avril 2023	A/F/P	Format hybride
Surveillance du secteur financier – 23 – Monnaies numériques de banque centrale	AFR	17-21 avril 2023	A	
Monnaies numériques de banque centrale	MCM	17-21 avril 2023	A/F/P	En présentiel
Séminaire régional sur les plans de continuité des activités (CCCDI)	Programme CCCDI	À confirmer	A/F/P	À distance
Séminaire régional sur le commerce illicite – SADC	SADC	À confirmer	A/F/P	En présentiel
Atelier sur le système de prévision et d'analyse dans le processus de politique monétaire	AFS/AFE/AFRW2	À confirmer	A/F/P	À distance
Gouvernance en matière de données budgétaires	FAD	À confirmer	A/F/P	En présentiel
Rôle des cadres juridiques dans la lutte contre les inégalités liées au genre	AFS/AFE/AFRW2	À confirmer	A/F/P	À distance

Source : services de l'IFA, de l'IDC et des AFRITAC.

SECTION III

FINANCEMENT
ET BUDGET

FINANCEMENT ET BUDGET

Pendant la première phase, les contributions financières et les engagements finaux envers l'IFA, y compris l'apport du FMI aux coûts de démarrage, se sont chiffrés à 22,7 millions de dollars. L'État mauricien a apporté une contribution de 17,8 millions de dollars, soit presque 80 % du budget de fonctionnement total.

Au cours de la deuxième phase, les pays membres et les partenaires au développement devraient contribuer à hauteur de 33,8 millions de dollars, sur un budget total de 34,7 millions. Il s'agit d'une hausse budgétaire sensible par rapport à la phase I, qui témoigne

de la stratégie ambitieuse de l'IFA destinée à accroître le volume de ses activités et ainsi contribuer à réduire la demande non satisfaite de formation dans les pays de l'AfSS. La mise en œuvre effective de cette stratégie et de ce budget nécessitera de redoubler les efforts de levée de fonds auprès des pays membres, qui sont essentiels pour obtenir des financements supplémentaires de la part des donateurs. Les efforts de levée de fonds au titre de la phase II sont en cours, des missions de sensibilisation ayant été effectuées récemment par le directeur et le directeur adjoint de l'IFA. À l'heure actuelle, les engagements s'élèvent à 25,8 millions de dollars, et 18,6 millions de dollars sont déjà mobilisés (tableau 8). La phase en cours

bénéficie des contributions considérables de Maurice, notre pays d'accueil (8 millions de dollars), de la Chine (5,9 millions de dollars) et de l'Allemagne (5,6 millions de dollars). L'écart de financement pour la phase II ressort à 8,91 millions de dollars. Le travail diligent des services de l'IFA et du FMI dans la région de l'AfSS, mené en vue de recueillir davantage de contributions auprès des 45 pays membres, porte déjà ses fruits avec la confirmation des contributions de l'Afrique du Sud, du Ghana, de la Guinée, de Madagascar, du Malawi, du Nigéria, de la République démocratique du Congo, de la Sierra Leone, de la Zambie et du Zimbabwe, tandis que les négociations se poursuivent avec plusieurs autres pays (voir section I.E). Comme indiqué dans les rapports annuels des exercices 2020 et 2021, une nouvelle augmentation progressive du volume des activités pourrait être envisagée l'année prochaine ou dans les deux ans, en fonction des progrès accomplis dans la mobilisation des financements.

Dans le cadre de la phase II, le montant des dépenses réalisées au titre de l'exercice 2022, allant de mai 2021 à avril 2022, s'est établi à 4,5 millions de dollars, soit 77 % du budget prévu (tableau 9).

La hausse progressive du volume des opérations de l'IFA, qui s'était amorcée au cours de l'exercice 2021, s'est

poursuivie au cours de l'exercice 2022.

Malgré la nette hausse du nombre de cours et d'activités pendant les exercices 2021 et 2022, la prestation à distance du programme de travail de l'IFA a engendré des économies notables, tout en permettant d'organiser un plus grand nombre d'événements et d'en faire bénéficier davantage de personnes (voir section I). Cette sous-exécution budgétaire s'explique par le déroulement à distance des cours, en raison des restrictions aux déplacements mises en place à l'échelle mondiale pour maîtriser la propagation de la pandémie de COVID-19.

Toutefois, la reprise des cours en présentiel lors de l'exercice 2023 aura une incidence sensible sur le budget. Le budget proposé au titre de l'exercice 2023 s'établit à 9,1 millions de dollars. Il s'agit d'une hausse notable par rapport au budget (5,9 millions de dollars) et au résultat budgétaire (4,5 millions de dollars) de l'exercice 2022. Elle est surtout imputable à la reprise des cours sur site, qui occasionne des dépenses, telles que l'achat de billets d'avion (tableau 9). La hausse des dépenses attendues au cours de l'exercice 2023 par rapport à l'exercice 2022 est principalement imputable au poste budgétaire « Projets de formation », sur lequel la reprise des cours en présentiel a eu l'incidence la plus marquée, car il comprend les coûts relatifs au déplacement et à l'hébergement des participants

**TABLEAU 8. IFA – PHASE II (EXERCICES 2020 À 2024) : ÉTAT D'AVANCEMENT DE LA LEVÉE DE FONDS, AU 31 OCTOBRE 2022
(EN MILLIONS DE DOLLARS)**

Informations relatives aux accords/amendements					Contribution reçue		Contribution attendue (dollars)	
Partenaires/membres	Date de signature ^{1/}	Monnaie	Montant	Dollars	Devise de l'accord	Dollars	Attendue	Contributions futures ^{2/}
Partenaires				8,92		8,90		-
Chine	13 juil. 2018	USD	3,30	3,30	3,30	3,30	-	-
Allemagne	22 avril 2019	EUR	5,00	5,62	5,00	5,60	-	-
Membres				2,40		1,48	0,44	0,48
République dém. du Congo	4 oct. 2022	USD	0,25	0,25	-	-	0,10	0,15
Ghana	17 août 2022	USD	0,20	0,20	0,20	0,20	-	-
Guinée	28 août 2019	USD	0,15	0,15	-	-	0,15	-
Madagascar	22 août 2022	USD	0,15	0,15	-	-	0,09	0,06
Malawi	31 mai 2019	USD	0,15	0,15	0,03	0,03	-	0,12
Nigéria	29 oct. 2019	USD	0,50	0,50	0,47	0,47	-	0,03
Sierra Leone	3 juin 2019	USD	0,10	0,10	-	-	0,10	-
Afrique du Sud	23 avril 2020	USD	0,50	0,50	0,38	0,38	-	0,13
Zambie	14 juin 2022	USD	0,25	0,25	0,25	0,25	-	-
Zimbabwe	31 mai 2019	USD	0,15	0,15	0,15	0,15	-	-
Total partenaires et membres				11,32		10,37	0,44	0,48
Transferts internes^{3/}								
Chine				2,59	-	2,59		
Initiative CCCDI				0,60	-	0,60		
Banque européenne d'investissement				0,24	-	0,24		
Maurice				0,02	-	0,02		
Total des transferts intérieurs				3,45		3,45		
En cours de négociation								
Angola		USD	0,50	0,50				
Bénin		USD	0,25	0,25				
Rép. du Congo		USD	0,25	0,25				
Côte d'Ivoire		USD	0,50	0,50				
Mozambique		USD	0,25	0,25				
Sénégal		USD	0,25	0,25				
Togo		USD	0,15	0,15				

TABLEAU 8. (SUITE)

Informations relatives aux accords/amendements					Contribution reçue		Contribution attendue (dollars)	
Partenaires/membres	Date de signature ^{1/}	Monnaie	Montant	Dollars	Devise de l'accord	Dollars	Attendue	Contributions futures ^{2/}
Total en cours de négociation				2,15				
Pays hôte et FMI								
Pays hôte								
Espèces		USD	8,00	8,00		4,80	-	3,20
En nature								
FMI				0,85		4,80		3,20
Total pays d'accueil et FMI				8,85				
Total général				25,77		18,62	0,44	3,68
Budget du cahier des charges de formation				34,69				
Écart de financement				(8,92)				

Source : ICDGP.

^{1/} Peut également renvoyer aux accords en cours de négociation et à la date d'approbation des accords de partenariat pour le renforcement des capacités (c'est-à-dire accords souples/accords-cadres).

^{2/} Lorsque les versements ont été effectués, le montant des contributions à venir est nul.

TABLEAU 9. IFA – PHASE II (EXERCICES 2020 À 2024) : PRÉVISIONS ET EXÉCUTION BUDGÉTAIRES, AU 30 AVRIL 2022

(Milliers de dollars)

Projet	Phases			Exercice 2022			Exercice 2023
	Budget-programme	Budget de fonctionnement	Charges	Budget de fonctionnement	Charges	Taux d'exécution (%)	Budget de fonctionnement
Formations sur mesure	1 596	863	25	85	25	30 %	75
Projet de formation	29 651	25 013	11 145	5 209	4 022	77 %	8 101
Gouvernance et évaluation (conseiller en gestion basée sur les résultats/appui technique compris)	385	352	-	17	-	-	200
Sous-total	31 631	26 228	11 170	5 311	4 047	76 %	8 376
Gestion de fonds fiduciaires	2 214	1 836	782	372	283		586
Total	33 845	28 064	11 952	5 683	4 330	76 %	8 963
Dépenses FMI	847	847	516	169	165	97 %	173
Pays hôte en nature	-	-	-	-	-	-	-
Total	34 692	28 911	12 469	5 852	4 495	77 %	9 135

Source : ICDGP.

(+1,5 million de dollars), les frais de déplacement des ressources du siège (+0,5 million de dollars), une provision au titre d'une évaluation extérieure (+0,2 million de dollars) et une provision au titre d'une dépense en capital (+ 0,8 million de dollars)⁵.

Les risques qui pèsent sur les opérations prévues par l'IFA sont surtout d'ordre financier. Il manque encore environ 9 millions de dollars (soit 26 %) pour financer la totalité de la phase II (tableau 8). Le passage à la prestation intégralement à distance du programme

de développement des capacités de l'IFA a permis et permettra de réduire une partie de l'écart de financement. Faute d'obtenir les financements prévus, l'IFA augmentera plus progressivement son volume d'activités, afin de disposer du temps nécessaire à la réévaluation des projets, et ce, afin d'atténuer les risques de financement et de liquidité. L'IFA est également confronté à des risques liés à la concentration de sa base de financement, compte tenu du faible niveau des contributions des pays bénéficiaires et de la liste relativement restreinte de donateurs extérieurs. Les services du FMI et

de l'IFA essaient de convaincre les pays bénéficiaires de l'AfSS de consentir à des contributions financières plus élevées, sans pour autant négliger le fait que la pandémie de COVID-19 a alourdi les contraintes pesant sur leurs budgets. Afin d'améliorer la levée de fonds à l'avenir, les services du FMI ont repris leurs missions de sensibilisation et prévoient de les multiplier pour présenter la phase II aux pays membres et aux éventuels partenaires au développement. En outre, ils essaieront également de mobiliser de nouveaux partenaires donateurs.

⁵ Les membres du comité d'orientation de l'IFA ont demandé une ventilation plus détaillée des postes budgétaires de l'IFA. Malheureusement, le système comptable du FMI dédié aux activités de développement des capacités (Programme de gestion et d'administration du développement des capacités) ne peut produire qu'une ventilation par projet de développement des capacités et non par activité au sein des projets. Les chiffres mentionnés ici sont des estimations de l'IFA.

ANNEXES

ANNEXE I : SERVICES DE L'IFA



DIRECTEUR
(jusqu'en août 2020)

M. Abdoul Aziz Wane



ÉCONOMISTE
(depuis septembre 2022)

M. Vimal Thakoor



DIRECTEUR
(depuis septembre 2022)

M. Sukhwinder Singh



ÉCONOMISTE

M^{me} Charline Ramspacher



DIRECTEUR ADJOINT

M. Carlos De Resende



ÉCONOMISTE

M. Ian Nield



CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS

M. Kanand Gooly



RESPONSABLE DE PROGRAMME

M^{me} Diksha Ramdawa



RESPONSABLE DE PROGRAMME

M^{me} Marie Wenda Francesca Morin



ADMINISTRATRICE DU PERSONNEL

M^{me} Deena Veerapen



RESPONSABLE DE PROGRAMME

M^{me} Anna Joorun-Somna



IINTERPRÈTE

M. Olivier Fléchais



RESPONSABLE DES
SERVICES INFORMATIQUES
(jusqu'en décembre 2021)

M. Kurvy Pillay Armoogum



IINTERPRÈTE

M. Dagmawi Asrat



TECHNICIEN INFORMATIQUE

M. Steeve Rackin



IINTERPRÈTE

M. Ramarajen Sawmy



ADMINISTRATRICE DES
SERVICES INFORMATIQUES
(depuis juillet 2022)

M^{me} Shamneez Mohamudbucus

ANNEXE II : TABLEAU DE PROGRESSION : PROGRAMME DES FORMATIONS DE L'IDC

Ce tableau répertorie les cours, classés par thème principal, dispensés dans le cadre du programme remanié de l'IDC. Il permet aux fonctionnaires qui suivent les formations de l'IDC de visualiser les parcours d'apprentissage disponibles pour chaque thème, des cours d'introduction

aux formations avancées. Il indique aussi les cours qu'il conviendrait de suivre dans un premier temps pour passer ensuite aux thèmes abordés aux niveaux intermédiaire et avancé. Les cours qui ne sont proposés qu'en ligne sont indiqués par un « x » dans leur abréviation. Ce tableau

de progression ne s'applique qu'aux cours dispensés par l'IDC. S'agissant des autres départements du FMI qui assurent des formations, il convient de se mettre directement en rapport avec eux pour obtenir une description de la progression de leur cursus.

Thème	Introduction	Intermédiaire	Avancé
Politiques relatives au secteur financier	<ul style="list-style-type: none"> • Cours en ligne : Analyse du marché financier (FMAx) 	<ul style="list-style-type: none"> • Marchés et instruments financiers (FMI) • Développement financier et inclusion financière (FDI) • Surveillance du secteur financier (FSS) 	<ul style="list-style-type: none"> • Politiques relatives au secteur financier (FSP)
Politique budgétaire	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse des politiques budgétaires (FPA) • Cours en ligne sur l'analyse de viabilité de la dette (AVDx) 	<ul style="list-style-type: none"> • Cadres budgétaires (FF) • Viabilité budgétaire (FS) 	
Analyse macroéconomique générale	<ul style="list-style-type: none"> • Programmation et politiques financières (FPP) • Cours en ligne : Programmation et politiques financières – • Partie 1 : Analyse des comptes macroéconomiques (FPP.1x) • Cours en ligne : Programmation et politiques financières – Partie 2 : Conception des programmes (FPP.2x) • Cours en ligne : Préviation macroéconomique (MFx) • Cours en ligne : Diagnostics macroéconomiques (MDSx) 	<ul style="list-style-type: none"> • Diagnostics macroéconomiques (MDS) 	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse et prévision macroéconomiques (MFA) • Analyse des politiques monétaires et budgétaires à l'aide des modèles DSGE (DSGE)
Politiques monétaire, de change et du compte de capital		<ul style="list-style-type: none"> • Politique monétaire (MP) • Politique de change (ERP) • Gestion des mouvements de capitaux : analyse et politiques macroéconomiques (MCF) • Prévisions immédiates 	<ul style="list-style-type: none"> • Analyse et prévision modélisées de la politique monétaire (MPAF)
Cours spécialisés	<ul style="list-style-type: none"> • Cours en ligne : Réforme des subventions énergétiques (ESRx) • Cours en ligne : Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles (GPRx) 	<ul style="list-style-type: none"> • Croissance inclusive (IG) • Problématique économique de l'intégration régionale (ERI) • Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles (GPR) 	<ul style="list-style-type: none"> • Diagnostic des vulnérabilités (VDS)



Institut de formation pour l'Afrique

7^e étage, Bramer House
66C2, Cybercity d'Ébène, Maurice
Téléphone : +(230) 401.2700
Télécopie : +(230) 468.1647
aticom@IMF.org
IMFATI.org

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Institut pour le développement des capacités
Division des partenariats mondiaux
700 19th Street, NW
Washington, DC 20431 ÉTATS-UNIS
Tél. : +1 202 623-7636
Télec. : +(1) 202.623.7106
GlobalPartnerships@IMF.org